

# conférence

C  
C 89/7  
Septembre 1988

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

Vingt-cinquième session

Rome, 11-30 novembre 1989

F

RAPPORT ET ETATS FINANCIERS: VOLUME III

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL 1986-87

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Déclaration du Directeur général	1
Déclaration du Directeur exécutif	2
Rapport du Commissaire aux comptes	5
Opinion du Commissaire aux comptes	17
Résumé des principales règles comptables appliquées	19
ETAT I - Avoirs et engagements au 31 décembre 1987	22
ETAT II - Etat des recettes et des dépenses au titre des ressources générales du Programme pour l'exercice 1986-87	23
Tableau 1 - Ventilation des recettes et dépenses par type de recettes (produits, services et espèces)	24
Tableau 2.1 - Résumé des transactions - Cinquième période de contributions (1973-74), Sixième période de contributions (1975-76), Septième période de contributions (1977-78), Huitième période de contributions (1979-80) et Neuvième période de contributions (1981-82)	25
Tableau 2.2 - Résumé des transactions: Dixième période de contributions (1983-84)	26
Tableau 2.3 - Résumé des transactions: Onzième période de contributions (1985-86)	28

	<u>Page</u>
Tableau 2.4 - Résumé des transactions: Douzième période de contributions (1987-88)	30
Tableau 3 - Résumé des transactions: Convention relative à l'aide alimentaire. Contributions acheminées par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial	32
Tableau 4 - Résumé des transactions: Réserve alimentaire internationale d'urgence	34
Tableau 5 - Situation des projets au 31 décembre 1987: Développement et opérations d'urgence	36
Tableau 6 - Récapitulation des ouvertures de crédit et des dépenses: Dépenses de consultation technique, d'administration et de soutien	44
Tableau 6.1 - Récapitulation des ouvertures de crédit et des dépenses: Coût des services de consultation technique, d'administration et de soutien (fournis par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture)	45
Tableau 7 - Résumé des transactions - Fonds fiduciaires subsidiaires	46
Tableau 8 - Etat récapitulatif: Groupe d'intervention en Afrique	51
Tableau 9 - Résumé des transactions: Dons bilatéraux en espèces	52
Tableau 10 - Etat récapitulatif: Opérations spéciales d'urgence en Afrique	56
Tableau 11 - Etat récapitulatif: Programme des administrateurs auxiliaires	58
Tableau 12 - Etat des autres fonds	59

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTUREPROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

1. Le Programme alimentaire mondial est un programme commun de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, dont les ressources sont disposées dans un fonds fiduciaire constitué par le Directeur général conformément aux dispositions de l'article 6.7 du Règlement financier de la FAO et qui est à la garde du Directeur général. Les fonctions respectives du Directeur général et du Directeur exécutif ont été précisées dans le rapport de l'Equipe spéciale ONU/FAO chargée d'étudier les problèmes de relations avec le PAM, en 1985.
2. Le Directeur des Services administratifs et le Directeur exécutif du Programme ont certifié que les montants indiqués dans les états financiers donnent une vue correcte des transactions comptabilisées pendant l'exercice. Les montants indiqués dans ces états correspondent au solde apparaissant dans le grand livre tenu par la FAO.
3. Les espèces en caisse au 31 décembre 1987 se chiffraient à 5,6 millions de dollars. Les sommes reçues au cours de l'exercice 1986-87 se sont montées à 354,9 millions de dollars. Les décaissements au cours de la même période ont atteint 368 millions de dollars et le montant des intérêts perçus a été de 30,6 millions de dollars. Sur le total des disponibilités, 197,3 millions de dollars sont investis en dépôts bancaires et comptes bancaires porteurs d'intérêt.
4. Les dépenses de personnel du Secrétariat du PAM, qui se sont élevées à 25,9 millions de dollars, sont indiquées au Tableau 6. Elles ont été imputées aux états de paie de la FAO.
5. Le total du matériel durable apparaissant dans le bilan est de 1 dollar des Etats-Unis; toutefois, la valeur de ce matériel, inscrite au nom du Programme alimentaire mondial sur l'inventaire de l'Organisation, s'élevait au 31 décembre 1987 à 10 569 382 dollars, dont 4 452 918 dollars au titre de fonds fiduciaires.
6. Le Directeur général soumet ci-après les états financiers biennaux du Programme alimentaire mondial au 31 décembre 1987.

6 avril 1988

---

James Ingram  
Directeur exécutif  
pour Edouard Saouma  
Directeur général

## SITUATION FINANCIERE DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL - EXERCICE 1986-87

Déclaration du Directeur exécutif

On trouvera ci-joints les états financiers du Programme pour l'exercice 1986-87 avec les tableaux y relatifs. Une nouvelle colonne permettant de faire la comparaison avec les activités de l'exercice précédent a été ajoutée.

Fondamentalement, le PAM est un organisme de développement qui utilise des produits alimentaires de préférence à l'argent comme ressource d'investissement. L'aide alimentaire au titre de projets telle qu'administrée par le PAM intéresse exclusivement les populations pauvres, qu'elle soit fournie au titre de projets "vivres contre travail" qui contribuent au développement agricole et rural, ou au titre de projets de distribution de nourriture orientés dans une large mesure vers les groupes vulnérables mais visant aussi, chaque fois que possible, à promouvoir le développement. Etant donné que les ressources mises à la disposition des pays en développement sont de moins en moins abondantes, il est de plus en plus urgent d'utiliser au mieux ce précieux moyen matériel dans le double but de soulager la pauvreté et la faim et de promouvoir le développement.

Le PAM est également un pionnier de l'action de prévention des crises. Il est reconnu que par la rémunération alimentaire du travail à l'appui par exemple de projets de reboisement, de boisement et de construction de terrasses, le Programme contribue puissamment à arrêter la dégradation de l'environnement et à réduire les risques de famine. L'aide alimentaire s'est révélée particulièrement opportune pour mobiliser les communautés locales et les inciter à cet effort d'auto-assistance, afin de les rendre moins vulnérables aux mauvaises récoltes et aux famines qui en résultent. A l'heure actuelle, les engagements du PAM dans ce seul secteur se chiffrent au total à 485 millions de dollars environ.

Quelques-unes des principales caractéristiques des activités du Programme en 1986-87 sont résumées ci-dessous:

- La valeur des projets approuvés au cours de l'exercice a été de 1,7 milliard de dollars.
- Le Programme intervient dans plus de 90 pays du monde. Les dépenses effectives pour des projets de développement sont restées relativement constantes au cours de l'exercice, et ont accusé un recul net de 2 millions de dollars, tombant ainsi à 1 009 millions de dollars. Le PAM a engagé plus de 3,3 millions de tonnes de denrées en faveur de projets de développement.
- En valeur, la part de l'aide du PAM destinée à des pays à faible revenu et à déficit alimentaire est de 79 pour cent et celle destinée à l'Afrique subsaharienne de 37,5 pour cent.
- L'excédent des dépenses sur les recettes a été réduit au total de 38,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et a été ramené à 9,9 millions de dollars. De ce fait, l'excédent de l'actif par rapport au passif a diminué, mais il reste de 65,6 millions de dollars.

- Le Programme a engagé en 1986-87 453,6 millions de dollars pour des opérations d'urgence dans le monde entier. Les dépenses effectives se sont élevées à 358,4 millions de dollars, soit 88,2 millions de moins que pour l'exercice précédent en conséquence d'une certaine amélioration de la situation en Afrique pendant la première partie de l'exercice.
- Le total indiqué à la rubrique autres sommes à recevoir, soit 69,6 millions de dollars, comprend: les avances consenties au PNUD pour faire face aux dépenses de terrain (55,1 millions de dollars), les remboursements exigibles des assureurs (3,4 millions de dollars), les surestaries à recouvrer (3 millions de dollars), plus diverses autres avances non encore remboursées.
- Les sommes à payer se montent à 10,8 millions de dollars, et concernent pour la plus large part (7,7 millions de dollars) des sinistres et des surestaries afférents à des projets bilatéraux et des projets RAIU.
- Les engagements non liquidés s'élèvent à 95,8 millions de dollars, les plus importants concernant des projets en cours (84,0 millions de dollars) et les autres des Fonds fiduciaires subsidiaires.
- Le Programme a été intensément engagé dans des opérations d'urgence complexes, difficiles et quelquefois dangereuses dans un certain nombre de pays africains. Il a de plus en plus servi de centre de convergence pour la coordination des apports urgents d'aide alimentaire acheminés par voie maritime et à l'intérieur des pays éprouvés. En Ethiopie, le WTOE, qui est l'entreprise de camionnage du Programme, à l'intérieur du pays, est indispensable pour acheminer l'aide alimentaire d'urgence et tous considèrent qu'elle fait honneur aux Nations Unies.
- En dernière analyse, le PAM a expédié 4,6 millions de tonnes de produits alimentaires en 1986-87. Les expéditions du Programme lui-même, à l'exclusion des dons bilatéraux, ont représenté 1 367 millions de dollars, et elles ont été principalement acheminées sur des bateaux affrétés par le PAM. Il y avait à tout moment en haute mer une trentaine de bateaux transportant des vivres du PAM.
- En 1986-87, le Programme a acheté avec ses propres ressources et au nom de donateurs bilatéraux pas moins de 1 178 000 tonnes de vivres qui ont coûté presque 188 millions de dollars. Soixante-quatorze pour cent de ces achats ont été effectués dans des pays en développement, et le Programme est donc indubitablement devenu l'organisme des Nations Unies qui contribue le plus à l'expansion du commerce Sud-Sud.
- Les services fournis à des donateurs bilatéraux, qui englobent des services d'achat, de surveillance et d'expédition, se sont accrus de 12 pour cent en 1986 sur la base du tonnage expédié et de 23 pour cent en 1987, toujours sans augmentation appréciable des effectifs du personnel - ce qui indique clairement que la productivité s'est améliorée. Ces services ont été fournis à un prix minimum - moins de 1 pour cent de la valeur des produits expédiés. Au total, 1 292 000 tonnes ont été acheminées de cette manière.

Le PAM a continué à contenir remarquablement bien les frais généraux. Le total des coûts administratifs, comprenant tous les coûts que la plupart des institutions comptabilisent en tant que dépenses d'appui des programmes, est estimé à moins de 6,4 pour cent des dépenses totales, y compris les activités bilatérales. Le PAM fera tout ce qui est en son pouvoir pour restreindre ces coûts, en sorte que la grande majorité des ressources disponibles puisse être utilisée directement au profit des populations pauvres.

Le fret est de loin le principal poste de dépenses à imputer sur les ressources en espèces du Programme. En l'absence de liquidités suffisantes, les vivres ne pourraient pas être acheminés. Les tarifs de transport sur navires affrétés et sur lignes régulières ont beaucoup augmenté en 1987. Toutefois, la situation de trésorerie du Programme, telle qu'elle ressort des états présentés, reste adéquate. Le total des montants non engagés reportés à l'exercice suivant est tombé de 75,2 à 65,6 millions de dollars. Par ailleurs, le solde des promesses de contributions et contributions non collectées est passé de 875,5 à 953,4 millions de dollars.

L'aptitude du Programme à financer ces activités et d'autres dépend évidemment des contributions annoncées par les gouvernements. Les promesses de contributions au programme ordinaire pour l'exercice 1987-88 ont atteint 1 062 millions de dollars (799 millions en produits et 263 millions en espèces), ce qui représente 76 pour cent de l'objectif. Ce montant est supérieur à tout autre montant déjà annoncé à la même époque au cours des exercices précédents, mais on escompte que quelques ressources supplémentaires seront mises à la disposition du Programme en cours d'exercice.

La valeur totale des activités entreprises au titre de projets depuis les débuts du Programme il y a vingt-cinq ans est de 10,7 milliards de dollars.

---

James Ingram  
Directeur exécutif

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL  
POUR L'EXERCICE FINANCIER CLOS LE 31 DECEMBRE 1987

GENERALITES

1. Les comptes des fonds fiduciaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture relatifs au Programme alimentaire mondial pour l'exercice financier biennal clos le 31 décembre 1987 se présentent comme suit:

Etat I - Actif et passif au 31 décembre 1987

Etat II - Recettes et dépenses (produits, services et espèces)

Annexes 1 à 12

Les principes comptables suivis par l'Organisation pour l'établissement des Etats financiers sont exposés sommairement juste avant l'Etat I.

EXAMEN DES COMPTES

2. J'ai procédé à l'examen des comptes en me conformant au Règlement financier de l'Organisation ainsi qu'aux Procédures financières supplémentaires du Programme. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, j'ai procédé à divers examens prévus à l'Article 12.4 du Règlement financier conformément à un programme au cours duquel les aspects importants des activités du Programme et l'utilisation des ressources sont passés en revue selon un cycle approprié. Les examens consistent essentiellement à contrôler l'économie, l'efficience et l'efficacité et sont effectués au Siège et dans certaines régions.

3. Conformément à ce programme, mes collaborateurs ont examiné en 1986-87 l'administration des projets de développement (paragraphe 5 à 40). Mes observations à ce sujet ainsi que sur plusieurs questions de moindre importance non mentionnées dans le présent rapport ont été communiquées à l'Organisation et au PAM qui ont confirmé les faits sur lesquels repose mon rapport et ont fourni toutes les explications et réponses demandées.

QUESTIONS DECOULANT DE LA VERIFICATION DES COMPTES

Pertes

4. J'ai examiné les pertes et montants passés par profits et pertes d'une valeur de 118 914 dollars qui figurent dans l'état II des comptes. J'ai également examiné les pertes de produits en cours d'expédition non remboursables par les chargeurs ou les assureurs, qui représentent au total 1 099 372 dollars, ainsi que les pertes à l'inventaire et les montants passés par profits et pertes, qui représentent au total 83 903 dollars. Je suis satisfait des informations et explications fournies par le Programme. Les pertes de produits après livraison aux pays bénéficiaires sont communiquées séparément par le Directeur exécutif au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire. Aucun cas de fraude ou de versement à titre gracieux au titre des Articles 10.3 et 10.4 du Règlement financier ne m'a été signalé.

## GESTION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

5. Les projets de développement du Programme alimentaire mondial ont pour objectif principal d'utiliser les vivres pour favoriser le développement économique et social. Le Programme exécute environ 300 projets de ce genre dans plus de 90 pays. En 1986-87, les dépenses en faveur de ces projets ont atteint 1 009 millions de dollars, soit 839 millions de dollars en produits et 170 millions de dollars en espèces.

6. En 1986 et 1987, mes collaborateurs ont examiné les procédures administratives établies et suivies par le Programme pour les projets de développement. Cet examen avait pour objet d'évaluer le contrôle du Programme sur les projets de développement, et notamment la planification, l'évaluation préalable, l'exécution, le suivi et l'évaluation. Mes collaborateurs ont analysé les systèmes d'information, de suivi et de contrôle au siège, examiné les dossiers du siège concernant 26 projets en cours dans 14 pays (et visité 10 projets dans trois pays d'Afrique et d'Asie) et procédé à des échanges de vues avec les fonctionnaires du Programme. Les projets examinés étaient représentatifs de toutes les régions et de toute une gamme d'activités en faveur du développement telles qu'alimentation des élèves des écoles primaires et des groupes vulnérables, assistance aux secteurs laitier et halieutique, remise en état des terres, plantations forestières et programmes d'irrigation.

## Planification et examen préalable

7. Le cycle des projets comprend les étapes suivantes: identification, préparation, examen préalable, approbation, mise en oeuvre, suivi et évaluation. Un consultant chargé d'examiner la gestion et l'organisation du Programme en 1986 a estimé que la procédure d'approbation du projet était lourde et trop longue. Il a conclu qu'en raison des délais d'approbation et d'exécution des projets, il était souvent difficile aux gouvernements bénéficiaires de tenir leurs engagements budgétaires initiaux.

8. L'examen de 26 projets, tous préparés et approuvés avant 1986, auquel mes collaborateurs ont procédé au siège, a fait apparaître de grandes variations des délais s'écoulant entre la demande initiale d'aide et le début de la distribution des produits. Ces délais variaient de 14 à 46 mois, s'établissant en moyenne à 22 mois. Certains projets ont accusé des retards pendant les premiers stades d'exécution en raison surtout de la lenteur avec laquelle le gouvernement fournissait les apports prévus.

9. Les services du Programme ont déclaré à mes collaborateurs qu'ils considéraient ce délai de 22 mois comme un résultat honorable compte tenu du temps qu'il faut en moyenne pour les trois principaux stades précédant la distribution des produits, à savoir:

- a) éclaircissement et examen des demandes d'aide des gouvernements, envoi de missions d'examen préalable ou d'évaluation, consultation d'autres institutions des Nations Unies et établissement des résumés de projet - 8 à 9 mois;
- b) délai s'écoulant entre l'établissement du résumé de projet et son approbation par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) - 3 à 4 mois; et

c) temps nécessaire à la conclusion d'un accord avec le Gouvernement bénéficiaire et délais requis pour l'expédition des produits - 8 à 10 mois.

10. En 1984 et 1986, le Programme avait identifié les faiblesses ci-après dans les procédures applicables aux projets:

- a) participation insuffisante des hauts fonctionnaires du PAM et des institutions spécialisées des Nations Unies aux premiers stades de l'identification et de la préparation des projets;
- b) manque de clarté dans la conception des projets, en particulier en ce qui concerne le rôle et la fonction de l'aide alimentaire et son efficacité par rapport à son coût;
- c) nécessité d'améliorer le suivi et la définition des responsabilités.

11. En mai 1986, le Programme a adopté un cycle de projet révisé pour améliorer la qualité des projets et leur mise en oeuvre grâce à un processus plus critique de préparation et d'examen préalable. Les services du Programme ont déclaré à mes collaborateurs qu'ils entendaient obtenir ces améliorations sans allonger les délais intervenant entre la demande initiale d'aide et le début de la distribution des produits.

12. Dans le contexte des procédures révisées, le Programme a créé en juin 1986 un Comité des projets afin de faciliter l'application des nouvelles procédures de conception et de formulation des projets et de veiller à ce que ceux-ci répondent tous aux politiques et objectifs du Programme. A la fin de janvier 1988, ce Comité avait examiné 106 projets. Au moment où mes collaborateurs ont étudié les activités du PAM, certains de ces projets étaient encore en cours de préparation et d'examen préalable, tandis que 37 avaient été approuvés.

13. Le cycle des projets révisé est maintenant opérationnel. Le Programme examine de nouvelles modifications de la présentation et du contenu de la documentation des projets dans le cadre d'un processus permanent. Mes collaborateurs ont constaté à l'occasion d'un examen limité de A projets approuvés récemment que la présentation et le contenu des documents se sont améliorés et permettent de mieux étudier les projets. Il est cependant trop tôt pour apprécier comment l'adoption du nouveau cycle influera sur la planification, la mise en oeuvre et le suivi des projets car aucun projet n'est encore passé par toutes ses étapes.

14. Après l'étude du consultant effectuée en 1986, le Programme a créé un Comité de planification composé de hauts fonctionnaires qui est chargé d'examiner et d'orienter la politique du Programme en ce qui concerne ses objectifs de développement et de planifier, déterminer et affecter le soutien et les ressources requis pour les activités du Programme. Ce Comité a pour fonctions d'examiner la priorité à attribuer à chaque région et à chaque type de projet dans l'affectation des ressources et de comparer les résultats opérationnels des projets aux objectifs. Il s'est réuni cinq fois entre décembre 1986 et avril 1988 et a, entre autres, fait le point des ressources dont dispose le Programme et étudié la répartition de l'aide entre les régions. Ses travaux sont complétés par des réunions interdivisionnaires des hauts fonctionnaires du Programme qui doivent notamment étudier le déroulement des projets et l'affectation des ressources du PAM.

15. En ce qui concerne l'affectation des ressources, le PAM donne la priorité aux projets en Afrique subsaharienne, puis aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire, mais vient aussi en aide aux couches de population les plus pauvres d'autres pays en développement. En janvier 1987, le Programme a entrepris de mettre au point des critères pour aider le Comité de la planification à affecter les ressources; dans l'intervalle, il continuera de les affecter selon les priorités en vigueur. Mes collaborateurs ont été informés que, bien que les ressources soient en fait réparties de façon équilibrée entre pays, régions et types de projets depuis la création du Programme, on continuera d'étudier des modalités plus officielles d'affectation des ressources. Cette démarche souple a permis au Programme de modifier l'ordre de priorités, par exemple en faveur des pays les moins avancés et à déficit alimentaire qui reçoivent maintenant environ 80 pour cent de son aide.

16. Les services du Programme et les consultants chargés de l'étude de gestion de 1986 ont reconnu qu'il est important d'incorporer dans la conception des projets les enseignements tirés des évaluations. A sa deuxième session tenue en janvier 1987, le Comité de la planification a décidé d'examiner l'utilisation des résultats d'évaluation pour la conception des projets dans l'ensemble du Programme; en avril 1988, il n'avait pas encore repris cette question. Cependant, les services du Programme ont indiqué à mes collaborateurs qu'ils avaient présenté à la vingt-cinquième session du CPA tenue en juin 1988 un document intitulé "Aide alimentaire et développement du secteur laitier" qui était fondé sur les leçons tirées de divers projets.

#### Mise en oeuvre

17. Mes collaborateurs ont passé en revue les 26 projets sélectionnés pour déterminer le taux de réalisation par rapport à la durée, aux buts et aux objectifs prévus dans le Plan d'opérations. Ils ont constaté que la mise en oeuvre des projets nourriture-travail et d'alimentation directe était généralement satisfaisante, car la plupart des objectifs étaient en voie de réalisation ou avaient des chances d'être atteints pendant la durée prévue du projet ou pendant la phase de prolongation. En revanche, les projets comportant l'utilisation de fonds provenant de la vente ou de l'échange de produits, qui représentent moins de 15 pour cent des dépenses en faveur des projets de développement, rencontraient des difficultés.

18. Des fonds peuvent être produits par les projets du PAM principalement de trois façons:

- la vente des produits du PAM peut faire partie intégrante de la mise en oeuvre du projet; par exemple les produits fournis au titre de l'aide sont vendus et les recettes ainsi obtenues sont investies dans un secteur tel que l'élevage laitier;
- les produits peuvent être vendus à des groupes précis et les recettes utilisées pour créer des infrastructures économiques et sociales;
- les produits peuvent être vendus sur le marché libre pour financer l'achat d'articles non alimentaires nécessaires au projet.

19. Dans le cas de 11 des 13 projets comportant la constitution de fonds qui ont été examinés, mes collaborateurs ont constaté que les résultats prévus n'étaient pas obtenus, ce qui ralentissait la réalisation des objectifs. Dans le cas de ces 11 projets, les difficultés particulières d'exécution tenaient aux éléments suivants:

- formulation du plan d'opérations - 4 projets;
- utilisation des fonds provenant de la vente de produits - 11 projets;
- fourniture des apports du gouvernement - 9 projets;
- réalisation des objectifs (projets examinés sur le terrain).

Des informations supplémentaires à ce sujet sont données dans les paragraphes suivants (20 à 31).

#### Formulation du plan d'opérations

20. Dans deux cas, mes collaborateurs ont constaté que le Plan d'opérations comportait des objectifs irréalistes ou trop ambitieux, ce qui a sensiblement gêné la réalisation des buts du projet; les services du Programme leur ont indiqué que des objectifs révisés plus réalistes viennent d'être adoptés. Deux autres projets examinés par mes collaborateurs ont été soumis à des évaluations intérimaires en 1987. Dans le premier cas, on a noté lors de l'évaluation que le Plan d'opérations n'identifiait pas clairement les objectifs du projet, et que c'était là une des raisons pour lesquelles la distribution des vivres ne s'était pas faite comme prévu. Dans le deuxième, on a noté que le Plan d'opérations indiquait de façon incomplète et vague les rapports à fournir, de sorte que les services du gouvernement bénéficiaire responsables du rassemblement et de la présentation de données sur le projet avaient rencontré des difficultés à remplir leur tâche.

#### Utilisation des fonds

21. Les gouvernements sont tenus, dans un délai de trois mois à partir de la signature du Plan d'opérations, d'informer le Programme par une lettre de notification de la possibilité de démarrage que des fonds suffisants ont été réservés pour couvrir les frais de personnel et de distribution et que les calendriers et objectifs de travail ont été fixés. En l'absence de cette notification, le PAM peut soit reporter le projet, soit l'annuler.

22. Mes collaborateurs ont constaté que ces lettres de notification étaient parvenues dans les délais prescrits pour neuf projet et que la distribution des produits avait commencé environ huit mois après, en moyenne. Toutefois, dans le cas des 11 projets considérés, l'utilisation des fonds obtenus avait été plus lente que prévu, d'où des retards dans l'exécution d'activités indispensables à la réalisation des objectifs du projet. Dans les projets étudiés par mes collaborateurs, les fonds provenant de l'aide étaient toujours utilisés avec retard dans des pays à inflation rapide, de sorte qu'ils perdaient de la valeur, même s'ils étaient déposés dans des comptes bancaires portant intérêts. Mes collaborateurs ont d'ailleurs constaté qu'en mai 1988 quatre seulement des 11 projets étudiés touchaient des intérêts sur les fonds déposés.

### Apports du gouvernement

23. C'est essentiellement au gouvernement du pays bénéficiaire qu'il appartient de fournir des apports non alimentaires tels que le personnel, les matières premières, l'équipement et l'appui logistique. Mes collaborateurs ont constaté que l'absence de ces apports avait entravé la mise en oeuvre de neuf projets. Dans certains cas, ils ont estimé que cette absence s'expliquait par la pénurie de devises.

### Réalisation des objectifs

24. Mes collaborateurs ont examiné sur place cinq projets qui comportaient le réinvestissement de fonds provenant de la vente ou de la distribution de produits du Programme.

25. Dans un pays d'Asie, mes collaborateurs ont constaté qu'un projet visant à créer un secteur laitier viable dans six villes atteignait de façon générale les objectifs fixés dans le plan d'opérations. Toutefois, dans une de ces villes, la marge entre le prix versé aux éleveurs et le prix de vente aux consommateurs n'était pas suffisante pour assurer l'autonomie financière des laiteries. Les services du Programme ont indiqué à mes collaborateurs que le prix de vente du lait avait été relevé le 1er avril 1988.

26. Dans un pays d'Afrique, mes collaborateurs ont examiné quatre projets comportant la constitution de fonds: un projet de développement laitier, un projet de mise en valeur des terres pour la riziculture et un projet de remise en état des logements dans les plantations de sisal. Ils ont constaté qu'aucun de ces projets n'avait atteint ni n'avait de chances d'atteindre les objectifs prévus dans les délais prescrits par le Plan d'opérations et qu'il faudrait probablement accroître les budgets et prolonger les projets pour atteindre les objectifs initiaux.

27. Dans les deux projets de développement laitier examinés par mes collaborateurs, le Programme fournissait du lait en poudre et du beurre fondu liquide qui étaient ensuite vendus aux laiteries en vue d'accroître la production de lait. Les fonds provenant de ces ventes étaient investis dans des élevages laitiers, des établissements de formation, la transformation et la distribution du lait, etc. afin de contribuer à la réalisation de l'objectif à long terme du projet, c'est-à-dire amener le pays à l'autosuffisance laitière.

28. Les plans d'opérations prévoyaient que les laiteries devraient payer les produits du Programme dans les 90 jours suivant leur réception mais mes collaborateurs ont constaté que deux des trois laiteries ne respectaient pas ce délai parce qu'elles ne produisaient pas assez de lait pour disposer de fonds suffisants. Les laiteries ne pouvaient fonctionner à plein rendement pour les raisons suivantes: offre de prix bas aux éleveurs qui préféraient donc vendre au marché privé; non fourniture par le gouvernement de facteurs indispensables comme le combustible, les matériaux de conditionnement et les crédits pour la réparation des machines; enfin, graves problèmes économiques dans le pays. La production de lait des laiteries avait baissé pendant la mise en oeuvre des projets.

29. Mes collaborateurs ont noté que 34 pour cent seulement des 5,6 millions de dollars provenant des ventes de produits avaient été dépensés en faveur d'élevages, d'instituts, etc. à la fin de 1986. Les services du Programme leur ont déclaré que les fonds avaient été utilisés plus lentement que prévu parce que les autorités gouvernementales avaient récemment

introduit des critères plus stricts pour évaluer les demandes d'aide financière. Bien que ces innovations soient susceptibles d'aboutir à une utilisation plus efficace des fonds provenant de l'aide, le secteur laitier ne semble guère avoir d'espoir de parvenir à l'autosuffisance dans l'avenir prévisible.

30. Le projet de mise en valeur des terres avait pour objectif de favoriser la mise en valeur et l'exploitation de terres pour la riziculture en distribuant des vivres du Programme à titre de salaire partiel aux travailleurs participants. Les montants ainsi économisés par le Gouvernement sur les dépenses de salaires devraient être consacrés à l'achat de combustible, de matériaux de construction et de pièces de rechange, à l'entretien, aux réparations, etc. Mes collaborateurs ont constaté que, pendant la phase initiale de cinq ans du projet qui s'est terminée en décembre 1986, les produits avaient été livrés en général conformément au Plan d'opérations mais que la superficie mise en valeur ne représentait que 20 pour cent de l'ambitieux objectif fixé. Le projet a maintenant été prolongé et les services du Programme ont indiqué que des objectifs plus réalistes ont été prévus pour la phase en cours.

31. Le projet concernant le sisal avait pour objectif d'améliorer les logements dans les plantations afin de stabiliser le personnel indispensable. La première phase de trois ans de ce projet, qui a démarré en juillet 1982 et a ensuite été prolongé à trois reprises jusqu'en septembre 1988, prévoyait que les ventes de vivres rapporteraient environ 7 millions de dollars à utiliser pour construire 600 maisons. Au moment où mes collaborateurs se sont rendus sur place en octobre 1987, 456 maisons seulement étaient terminées ou en construction. Mes collaborateurs ont en outre constaté que les fonds provenant des ventes de produits n'avaient pas été utilisés aussi rapidement que prévu à cause de la pénurie de matériaux de construction et d'autres produits indispensables. Ils ont été informés que les objectifs initiaux de construction avaient été fixés sur la base d'une étude effectuée par un autre organisme et que la monnaie nationale avait été dévaluée après l'approbation du projet, de sorte que les coûts locaux avaient beaucoup augmenté. Une nouvelle phase d'élargissement du projet a été approuvée en 1987 et doit commencer en octobre 1988. Le plan d'opérations correspondant prévoit l'obtention d'environ 11,2 millions de dollars qui serviront à construire 1 500 maisons neuves, à rénover 2 500 maisons existantes et à organiser 40 centres communautaires, et tient dûment compte de l'amélioration de la conjoncture économique dans le pays.

32. Les services du Programme ont reconnu que l'utilisation lente des fonds posait des problèmes et que des améliorations étaient nécessaires. Depuis l'élaboration des projets comportant l'accumulation de fonds qui sont évoqués aux paragraphes 18 à 31 ci-dessus, le Programme a pris des dispositions pour donner à son personnel des directives plus systématiques et structurées concernant l'utilisation et la gestion des fonds provenant des ventes de produits. En outre, le Programme a fait le bilan des résultats obtenus par ce genre de projet et a établi des nouvelles orientations politiques qui ont été entérinées par le CPA à sa vingt-troisième session en avril 1987 et serviront de base à la préparation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des projets à l'avenir. En outre, le Programme a donné pour instructions à tous les bureaux dans les pays de porter davantage d'attention à l'utilisation des fonds provenant de l'aide, conformément aux directives.

C 89/7

## Suivi

33. L'examen attentif des rapports périodiques établis par les responsables gouvernementaux est pour le Programme un des principaux moyens de suivre la mise en oeuvre des projets. Chaque plan d'opérations devrait prescrire des objectifs concernant cette mise en oeuvre. Il est nécessaire que les rapports soient soumis ponctuellement pour que le personnel du Programme puisse intervenir en temps voulu chaque fois que cela est nécessaire.

34. Après les observations sur les retards dans la présentation des rapports sur l'état d'avancement et des comptes que mon prédécesseur avait formulées dans son rapport sur les comptes de 1982-83, le Programme a apporté des améliorations aux procédures. Il a notamment fourni davantage d'aide aux gouvernements pour établir les plans logistiques, adopté des indicateurs améliorés de progression des projets et de meilleurs systèmes de suivi et d'évaluation pour certains projets et amélioré les instructions et la formation de ses propres fonctionnaires et de ceux des pays.

35. Mes collaborateurs, ayant examiné l'application des dispositions concernant les rapports dans le cas des 26 projets retenus, ont fait les constatations suivantes:

- a) Les rapports trimestriels sur l'état d'avancement, qui sont exigés pour tous les projets, doivent être soumis dans les 60 jours suivant la fin du trimestre considéré et donner des renseignements tels que les quantités de produits reçues, la distribution et le niveau des stocks. Or, ces rapports sont parvenus en moyenne à peu près 120 jours après la fin du trimestre et ne fournissaient pas toujours les renseignements prévus.
- b) Les rapports trimestriels, prescrits dans les plans d'opérations de 17 des projets examinés, devaient donner des renseignements détaillés sur le montant et l'utilisation des fonds provenant de l'aide, les objectifs, les réalisations et le nombre d'heures de travail fourni. Or, dans sept cas, aucun rapport n'a été présenté pour les périodes étudiées par mes collaborateurs.
- c) Des rapports/états annuels étaient exigés par les plans d'opérations de 19 projets, principalement pour faire connaître les dépenses du gouvernement. Mes collaborateurs ont constaté qu'aucun rapport de ce genre n'avait été présenté dans 14 cas.
- d) Les comptes vérifiés annuels sont un état certifié par un contrôleur indépendant d'éléments tels que les quantités de vivres reçues et distribuées et du nombre de bénéficiaires de l'aide du Programme. Ils doivent être soumis pour tous les projets dans les 90 jours suivant la fin de la période comptable considérée mais mes collaborateurs ont noté que cette disposition n'était respectée que dans le cas de six projets. Mes collaborateurs n'ont en outre trouvé aucune trace de la soumission de comptes dans 12 des projets étudiés.

36. Mes collaborateurs ont constaté que, dans certains cas, les fonctionnaires du siège et les fonctionnaires locaux rappelaient aux gouvernements bénéficiaires qu'ils devaient présenter des rapports mais ils n'ont pas constaté l'application d'une procédure officielle de rappel par les services du Programme. Les fonctionnaires du Programme ont déclaré reconnaître que certains pays avaient de grandes difficultés à rassembler

des informations provenant d'emplacements de projets dispersés et à les traiter pour établir des rapports trimestriels sur l'état d'avancement des projets. Le Programme était d'avis que le délai de 60 jours n'était pas toujours réaliste vu les conditions difficiles dans lesquelles les projets se déroulent. Cependant, les bureaux dans les pays ont reçu pour instructions d'aider les gouvernements à établir les rapports afin que ceux-ci puissent être transmis aussi rapidement que possible au siège. Le Programme a ajouté qu'il avait entrepris en novembre 1987 un examen de ses prescriptions en matière de rapports afin d'évaluer le type de rapport nécessaire, leur contenu et le nombre de rapports que les services du siège doivent normalement traiter. Cet examen n'est pas encore terminé.

#### Evaluation

37. L'évaluation consiste à déterminer de façon aussi objective et systématique que possible la pertinence, l'efficacité et l'impact d'une activité par rapport à ses objectifs. C'est le Service de l'évaluation créé en 1963 qui est chargé d'évaluer les projets bénéficiant de l'aide du PAM. Dans son rapport sur les comptes de 1982-83, mon prédécesseur a recommandé que ce service soit renforcé afin d'accroître le nombre de projets évalués. Le Programme avait alors fait savoir que des ressources accrues seraient affectées à la mise en place de systèmes automatiques de suivi et d'évaluation, d'évaluation en profondeur et d'évaluation sectorielle.

38. Depuis 1984, le nombre de fonctionnaires du cadre organique travaillant au Service de l'évaluation est tombé de 10 à 8. L'effet de cette réduction d'effectifs a été en partie compensé par le transfert de la mise en place de systèmes renforcés de suivi et d'évaluation à la Sous-Division de la conception des projets. Mes collaborateurs ont constaté que le programme avait commencé à introduire des systèmes renforcés de ce genre dans 23 projets de développement intéressant 17 pays. Ces systèmes devraient permettre d'obtenir des informations de gestion plus complètes pour faciliter la tâche des missions d'évaluation et permettre aux services du siège d'apprécier de façon plus objective les résultats des projets par rapport aux prévisions. La mise en place de ces systèmes a progressé lentement car un petit nombre seulement des 23 projets en question étaient dotés d'un système de ce genre pleinement opérationnel en avril 1988.

39. Le nombre de projets opérationnels est passé de 250 en 1983 à 300 en 1987. De même, les élargissements de projets et les projets d'action consécutive se sont multipliés et représentent maintenant plus de 50 pour cent des propositions soumises au CPA pour approbation. Depuis 1967, le Programme soumet à une évaluation et un examen préalable tous les projets présentés en vue d'un élargissement mais il a récemment adopté des critères de sélection plus souples qui tiennent compte, par exemple, de la valeur, du volume et des problèmes particuliers. Le Programme a informé mes collaborateurs que, pour faire face à l'accroissement du nombre d'élargissements et de projets d'action consécutive, le Département des opérations a entrepris un programme progressif d'études et d'examen préalable de gestion complétant les travaux du Service de l'évaluation. Ces études et examens préalable sont organisés sur des bases plus rigoureuses qu'auparavant en ce qui concerne la composition de l'équipe responsable, son mandat et l'établissement des rapports.

40. Le Programme a également fait savoir à mes collaborateurs que, conformément aux recommandations du CPA, le Service de l'évaluation donne, indépendamment des évaluations habituelles de projets opérationnels, une importance croissante à des examens plus larges par secteur ou par thème. Ces travaux devraient aboutir à une meilleure utilisation des informations de retour pour la planification des projets et l'élaboration des politiques.

#### Résumé des constatations et conclusions

41. Les principales constatations que j'ai dégagées de l'examen des projets de développement du Programme par mes collaborateurs sont résumées ci-après:

#### Planification et examen préalable

- i) Le Programme remédie actuellement aux faiblesses identifiées en 1984 et 1986 en révisant le cycle des projets et a créé un Comité des projets pour faciliter la mise en application des nouvelles procédures et un Comité de la planification pour examiner et orienter la politique du Programme en matière d'objectifs de développement, planifier et affecter les ressources (paragraphe 7 à 14).
- ii) Le délai compris entre la réception d'une demande d'aide et le début de la distribution des produits était de 22 mois environ en moyenne. Il est cependant trop tôt pour apprécier les effets des modifications de procédures évoqués à l'alinéa (i) ci-dessus (paragraphe 8, 9 et 13).
- iii) Depuis sa création, le Programme applique un système non officiel de répartition équilibrée des ressources entre les pays, les régions et les types de projets, système qu'il juge satisfaisant.

#### Mise en oeuvre

- iv) Alors que les projets nourriture-travail et les projets d'alimentation directe étaient généralement mis en oeuvre de façon satisfaisante, les projets comportant la vente de produits, qui représentent moins de 15 pour cent des dépenses totales en faveur de projets, ont rencontré des difficultés:
  - a. Onze des 13 projets examinés n'atteignaient pas les objectifs prévus;
  - b. les chiffres prévus dans le plan d'opérations étaient peu réalistes et les objectifs mal définis;
  - c. les résultats prévus n'étaient pas obtenus, ce qui ralentissait la réalisation des objectifs;
  - d. les retards avec lesquels les gouvernements fournissaient les apports prévus entravaient la réalisation des objectifs des projets.

(paragraphe 17 à 31).

- v) Le Programme a récemment adopté de nouvelles orientations concernant les projets qui comportent la création de fonds et il a adressé des instructions à ses bureaux dans les pays pour l'utilisation et la gestion de ces fonds (paragraphe 32).

#### Suivi

- vi) Les rapports sur l'état d'avancement des projets et les comptes vérifiés annuels n'ont pas été présentés ou l'ont été avec un long retard. Certains pays rencontrent des difficultés réelles pour fournir les rapports actuellement exigés (paragraphes 33 à 36).
- vii) Le Programme n'applique pas de procédure officielle de rappel en cas de retard dans la présentation des rapports mais il a donné pour instructions à ces bureaux dans les pays d'aider les gouvernements à établir ces rapports (paragraphe 36).
- viii) Le Programme procède actuellement à un examen des prescriptions concernant les rapports (paragraphe 36).

#### Evaluation

- ix) La mise en place d'un système renforcé de suivi et d'évaluation s'est faite lentement (paragraphe 38).
- x) Le Service de l'évaluation donne maintenant plus d'importance aux examens par secteur et par thème afin d'améliorer l'information de retour et de faciliter la mise au point des politiques (paragraphe 40).

42. A l'issue de cet examen, je conclus que le Programme exécute un grand nombre de projets de développement divers et novateurs et qu'il a pris des dispositions pour remédier aux faiblesses identifiées dans les procédures. Il étudie les critères applicables en vue d'améliorer l'affectation des produits disponibles.

43. Il ressort de cet examen que les projets comportant des ventes de produits n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Je reconnais certes que certaines difficultés de mise en oeuvre sont dues à des facteurs indépendants de la volonté du Programme, par exemple la fourniture tardive des apports du gouvernement et la situation économique locale. Je note en outre que le Programme a récemment formulé des directives générales et adressé des instructions à ses fonctionnaires concernant l'utilisation et la gestion des fonds provenant des ventes de produits. Il me semble nécessaire que les projets de ce genre soient planifiés avec soin et suivis efficacement, notamment pendant les premières phases, pour atteindre leurs objectifs. Le Programme a conscience de cette nécessité et prend des dispositions pour améliorer la planification et le suivi.

44. Le suivi et l'évaluation des dépenses des projets sont évidemment des éléments essentiels du contrôle des projets et, selon moi, le Programme devrait accélérer son étude des prescriptions en matière de rapports, en tenant compte à la fois de ses propres intérêts et des moyens dont disposent les gouvernements bénéficiaires appelés à présenter des rapports périodiques. Je note que le Service de l'évaluation donne maintenant de plus en plus d'importance aux grands examens par secteur et par thème, ce qui devrait permettre d'améliorer les informations de retour à utiliser pour la planification des projets et la mise au point des politiques.

**REMERCIEMENTS**

45. Je tiens à remercier les fonctionnaires de l'Organisation et du PAM pour le concours et l'aide qu'ils ont bien voulu m'apporter tout au long de l'exercice biennal.

**JOHN BOURN**  
**Contrôleur et Vérificateur général des comptes au Royaume-Uni**  
**Commissaire aux comptes**

8 septembre 1988

OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A: La Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

J'ai examiné les états financiers du Programme alimentaire mondial, à savoir l'état I et l'état II, et les annexes correspondantes pour l'exercice financier clos le 31 décembre 1987, conformément aux normes communes du Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. J'ai notamment procédé à un examen général des procédures comptables et effectué les vérifications des pièces comptables et autres documents justificatifs que j'ai jugé nécessaires en la circonstance.

Je suis d'avis que les états reflètent fidèlement la situation financière en fin d'exercice et les résultats des opérations pour l'exercice considéré, qu'ils ont été préparés conformément aux règles comptables établies qui ont elles-mêmes été appliquées sur des bases correspondant à celles de l'exercice financier précédent, et que les opérations étaient conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants.

JOHN BOURN  
Contrôleur et Vérificateur général  
des comptes, Royaume-Uni  
Commissaire aux comptes

RESUME DES PRINCIPALES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES

1. Exercice comptable

L'exercice financier du Programme est biennal. Il porte sur les deux années terminées le 31 décembre 1987 et inclut les annonces de contribution pour les deux années finissant le 31 décembre 1988.

2. Base comptable

Les Etats financiers du Programme ont été établis sur la base du coût historique. Tous les comptes sont présentés en dollars des Etats-Unis.

3. Conversion

Les avoirs et engagements dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis ont été convertis en dollars sur la base des taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU à la fin de l'exercice, qui sont proches des taux pratiqués sur le marché.

Des gains ou pertes de change peuvent apparaître:

- i) en cas d'achat de monnaies autres que le dollar par suite de différences entre les taux du marché et le taux de change des Nations Unies;
- ii) en cas de réévaluation des avoirs dans des monnaies autres que le dollar à la suite de changements du taux des Nations Unies.

Ces différences sont portées au crédit et au débit des Recettes accessoires, sauf dans le cas:

- a) des contributions - elles sont portées au crédit et au débit de la Réserve opérationnelle, et
- b) des fonds bilatéraux ou fonds fiduciaires subsidiaires - elles sont portées au débit ou au crédit des projets correspondants.

4. Comptabilisation sur la base de l'exercice et sur la base de la gestion

Les Etats financiers ont été établis en comptabilisant les opérations financières à la fois sur la base de l'exercice et sur la base de la gestion.

Le traitement spécifique des principales catégories de recettes et de dépenses est décrit ci-après.

- a) Contributions ordinaires et Convention relative à l'aide alimentaire.

Les ressources sont comptabilisées comme des sommes à recevoir lorsqu'elles sont annoncées et comme des recettes lorsqu'elles sont reçues.

Les contributions annoncées en valeur sont comptabilisées à la valeur indiquée. La valeur des contributions annoncées en volume de produits est calculée lorsqu'elles sont annoncées et lorsqu'elles sont reçues au cours du marché mondial ou à un cours approximatif compte tenu des prix moyens indiqués par le donateur.

Dans le cas de la Convention relative à l'aide alimentaire, les contributions en produits sont évaluées à des prix déterminés conformément à la Convention pour chaque campagne agricole.

#### Réserve alimentaire internationale d'urgence

Les ressources sont comptabilisées comme des sommes à recevoir lorsque les contributions sont annoncées. Les contributions sous forme de produits sont traitées comme des recettes lorsqu'elles sont reçues. Les contributions en espèces sont traitées comme des engagements du Programme quand elles sont reçues; une fois dépensées, elles sont comptabilisées comme des recettes.

Les contributions en produits annoncées en valeur sont comptabilisées à la valeur indiquée. Les contributions annoncées en volume de produits sont comptabilisées, soit selon la valeur sur le marché de l'équivalent céréales, soit selon une approximation tenant compte des prix moyens annoncés par les donateurs, soit selon les prix de la Convention relative à l'aide alimentaire au moment où les contributions sont annoncées.

#### Autres

Les contributions négociées avec les gouvernements bénéficiaires pour couvrir les dépenses locales d'exécution du Programme sont comptabilisées sur la base de la gestion.

- b) Les recettes accessoires sont comptabilisées sur la base de la gestion, sauf pour les intérêts bancaires et les revenus des placements qui sont comptabilisés sur la base de l'exercice.
- c) Les dépenses sont comptabilisées sur la base de l'exercice et, en dehors des dépenses de personnel, comprennent:
  - i) les décaissements (produits, espèces et services) pour les activités de l'exercice biennal en cours;
  - ii) les engagements non liquidés correspondant, par exemple, à des contrats ou commandes fermes passés durant l'exercice biennal en cours;
  - iii) les décaissements impliquant des dépassements par rapport aux sommes comptabilisées durant l'exercice biennal précédent comme engagements non liquidés.

- d) Le coût du matériel pour le Programme et les fonds fiduciaires subsidiaires est imputé aux dépenses au moment de l'achat.
- e) Les surestaries sont comptabilisées sur la base de l'exercice.
- f) Les engagements non liquidés relatifs à la subvention pour le transport, le stockage et la manutention intérieurs sont évalués en fonction de la date de délivrance du connaissement.

5. Dépenses de personnel

Les dépenses relatives au personnel de terrain sont imputées aux Dépenses administratives dans les bureaux de pays. Celles relatives au personnel du siège sont imputées aux Frais de consultation technique, d'administration et de soutien.

Le total des frais effectifs de personnel est imputé selon un barème préétabli pour les différentes classes.

Les indemnités dues au personnel des services généraux à la cessation de service sont entièrement couvertes. Les frais de rapatriement ne sont imputés qu'au fur et à mesure des dépenses correspondantes.

L'élément concernant les dépenses de personnel du siège qui est calculé dans la monnaie du pays hôte est imputé selon le taux de change du budget. Les gains ou pertes résultant de la différence entre le taux de change utilisé pour le budget et les taux en vigueur au moment du paiement sont indiqués séparément dans l'Etat des recettes et des dépenses.

6. Fluctuations des taux de change affectant les dépenses autres que celles de personnel

Pour ce qui concerne les dépenses autres que celles de personnel engagées dans d'autres monnaies que le dollar des Etats-Unis, le Programme a été autorisé par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire à porter au débit/crédit d'un compte distinct les pertes/gains résultant des variations des taux de change entre le moment de la préparation du budget et celui des paiements respectifs.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIALAVOIRS ET ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1987  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Au 31/12/1987</u>	<u>Au 31/12/1985</u>	<u>Comparaison</u>
<u>AVOIRS</u>			
<u>Avoirs liquides</u>	5.6	1.7	
Espèces en banque, en caisse et en cours de transfert	<u>197.3</u>	<u>187.1</u>	
Dépôts en banque et comptes bancaires portant intérêt	<u>202.9</u>	<u>188.8</u>	+14.1
<u>Sommes à recevoir</u>			
Contributions non perçues de donateurs, au titre de:			
la cinquième à la douzième période de contributions (tab. 2.1 à 2.4)	781.2	727.0 a	
la Convention relative à l'aide alimentaire (tab. 3)	4.0	7.9	
la Réserve alimentaire internationale d'urgence (tab. 4)	<u>168.2</u>	<u>140.6</u>	
	<u>953.4</u>	<u>875.5</u>	+77.9
Autres sommes à recevoir	69.6	48.8	+20.8
Intérêts échus	<u>3.4</u>	<u>5.7</u>	-2.3
<b>TOTAL DES AVOIRS</b>	<b><u>1 229.3 b</u></b>	<b><u>1 118.8</u></b>	<b>+110.5</b>
<u>ENGAGEMENTS</u>			
Sommes à payer	10.8	15.0	-4.2
Engagements non liquidés	95.8	86.0	+9.8
Solde inutilisé provenant de fonds reçus au titre de la Réserve alimentaire internationale d'urgence (tab. 4)	13.8	20.5	-6.7
Fonds fiduciaires subsidiaires (tab. 7)	10.6	5.0	+5.6
Groupe d'intervention en Afrique (tab. 8)	0.1	2.0	-1.9
	61.8	32.0	+29.8
Dons bilatéraux en espèces (tab. 9)	9.0	1.1	+7.9
Opérations spéciales d'urgence en Afrique (tab. 10)	1.2	-	+1.2
Programme des administrateurs auxiliaires (tab. 11)			
Autres fonds (tab. 12)	1.0	0.1-	+1.1
Fonds d'assurance	5.2	5.6	-0.4
Prélèvement au titre des frais de soutien	<u>1.0</u>	<u>1.0</u>	-
Fonds de roulement			
<b>Total partiel</b>	<b>210.3</b>	<b>168.1</b>	<b>+42.2</b>
Réserve opérationnelle, égale aux soldes non perçus de contributions et à la valeur comptable du mobilier, du matériel et des véhicules	<u>953.4</u>	<u>875.5</u>	<u>+77.9</u>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b><u>1 163.7</u></b>	<b><u>1 043.6</u></b>	<b>+120.1</b>
<b>Excédent des avoirs sur les engagements</b>	<b><u>65.6</u></b>	<b><u>75.2</u></b>	<b>-9.6</b>
Représenté par:			
Excédent reporté de l'exercice précédent	75.2		
<u>Plus:</u>			
Crédits correspondant aux dépenses des périodes précédentes (coûts des services de consultation technique, d'administration et de soutien)	0.3		
<u>Moins:</u>			
Excédent des dépenses sur les recettes pour 1986-87 (Etat II)	<u>9.9</u>		
<b>Total</b>	<b><u>65.6</u></b>		

a/ Comprend la cinquième à la onzième période de contribution.

b/ Comprend le mobilier, le matériel et les véhicules, pour une valeur comptable de 1 dollar.

ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
DIXIEME PERIODE DE CONTRIBUTIONS 1983-84

PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOURVER AU 1er JANVIER 1986			NOUVELLES ANNONCES DE CONTRIBUTIONS, AJUSTEMENTS, TRANSFERTS, CONTRIBUTIONS DEVENUES CADUQUES			TOTAL
	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
AFGHANISTAN	-	1 500	1 500	-	-	-	-
ANTIGUA-ET-BARBUDA a/	-	481	481	-	-	-	-
ARGENTINE b/	2 850	-	2 850	633 620	-	633 620	433 620
AUSTRALIE a/	3 309 986	-	3 309 986	2 579 162-	2 145 943	433 219-	433 219-
BELGIQUE a/	79 059	-	79 059	1 204 335	-	1 204 335	1 204 335
CANADA a/	-	-	-	625 762	-	625 762	425 762
REP. CENTRAFRICAINE a/	-	1 044	1 044	-	171	171	171
COLOMBIE	500 000	-	500 000	-	-	-	-
DANEMARK a/	-	-	-	60 506	-	60 506	60 506
EL SALVADOR	5 000	-	5 000	-	-	-	-
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE	6 065 853	479 875	6 545 728	-	-	-	-
FINLANDE a/	130 890	-	130 890	187 218	-	187 218	187 218
GAMBIE	-	5 000	5 000	-	-	-	-
GRECE	93 998	-	93 998	93 998-	-	93 998-	93 998-
GUYANA a/	-	-	-	-	3 614	3 614	3 614
INDE b/	-	-	-	393 640-	-	393 640-	393 640-
INDONESIE	-	-	-	165 000	-	165 000	165 000
ISRAEL	-	7 500	7 500	-	-	-	-
ITALIE a/	8 608 498	-	8 608 498	5 469 532	-	5 469 532	5 469 532
LIBAN	-	709	709	-	709-	709-	709-
MEXIQUE	-	100 000	100 000	-	-	-	-
PAYS-BAS a/	-	-	-	1 173 741	-	1 173 741	1 173 741
NOUVELLE-ZELANDE a/	118 720	-	118 720	53 640	-	53 640	53 640
NIGERIA	-	250 000	250 000	-	-	-	-
NORVEGE a/	411 191	-	411 191	43 029-	-	43 029-	43 029-
PARAGUAY	-	-	-	-	15 000	15 000	15 000
PHILIPPINES a/	-	19 326	19 326	-	2 161-	2 161-	2 161-
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'	3 401 004	-	3 401 004	-	-	-	-
SIERRA LEONE a/	-	472	472	-	363-	363-	363-
SOUDAN a/	-	10 000	10 000	-	-	-	-
SUEDE a/	688 701	-	688 701	7 862	-	7 862	7 862
SUISSE a/	331 868	-	331 868	83 618	-	83 618	83 618
SYRIE a/	-	64 103	64 103	-	38 462-	38 462-	38 462-
THAILANDE b/	4 496	-	4 496	-	-	-	-
TRINITE-ET-TOBAGO	-	-	-	-	6 965	6 965	6 965
TURQUIE a/	6 642	-	6 642	433	-	433	433
OUGANDA	1 000	-	1 000	-	-	-	-
ROYAUME-UNI a/	118 964	-	118 964	-	-	-	-
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	7 795 312	-	7 795 312	-	-	-	-
YEMEN, REP. DEM. POP. DU	-	5 500	5 500	-	-	-	-
ZIMBABWE a/	-	4 848	4 848	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	23 872 720	8 751 620	32 624 390	6 034 426	2 129 998	8 164 424	8 164 424

Les contributions ont été annoncées en dollars, à l'exception de celles suivies de a/ ou b/.

a/ Contributions annoncées en monnaies nationales et converties en dollars des Etats-Unis.

b/ Contributions annoncées en tonnage de produits et évaluées aux cours du marché mondial ou à un cours approximatif compte tenu des prix moyens annoncés par le donateur.

c/ Etat 1.

ETAT II

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL  
ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES (PRODUITS, SERVICES ET ESPECES)  
AU TITRE DES RESSOURCES GENERALES DU PROGRAMME POUR L'EXERCICE 1986-87  
(millions de dollars)

	1986-87	1984-85	Comparaison
<b>Recettes</b>			
Contributions (tableaux 2.1 à 4):			
Au titre de la septième à la dixième période de contributions (1977-84)	28.2	757.0 a	-728.8 b
Au titre de la onzième période de contributions (1985-86)	755.0	321.5	+433.5
Au titre de la douzième période de contributions (1987-88)	361.1	-	+361.1
Au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire (1980-88)	17.2		
Moins: Allocation pour les dépenses d'appui	<u>0.2</u>		
Réserve alimentaire internationale d'urgence	17.0	26.5	-9.5
Contributions des gouvernements bénéficiaires aux dépenses locales d'exécution	272.6	360.9	-88.3
	2.0	2.2	-0.2
Recettes accessoires nettes	39.1	38.8	+0.3
Transferts d'autres fonds (tableau 12)	0.2	1.1	-0.9
Economies réalisées sur les dépenses de personnel en raison de l'évolution favorable des taux de change	-	1.8	-1.8
Recettes totales	<u>1 475.2</u>	<u>1 509.8</u>	<u>-34.6</u>
<b>Dépenses</b>			
Projets de développement (tableau 5)	1 009.0	1 011.2	-2.2
Opérations d'urgence (tableau 5):			
Ressources générales c/	75.3		
Réserve alimentaire internationale d'urgence	<u>283.1</u>	358.4	446.6
Dépenses administratives de terrain (tableau 5)	53.3	45.0	+8.3
Dépenses totales afférentes aux projets (tableau 5)	<u>1 420.7 d</u>	<u>1 502.8</u>	<u>-82.1</u>
Dépenses de consultation technique, d'administration et de soutien (tableau 6)	54.9	50.2	+4.7
Profits et pertes	0.1	-	+0.1
Allocation au Fonds d'assurance	-	3.0	-3.0
Allocation aux fonds fiduciaires subsidiaires pour les articles non alimentaires (tableau 7)	2.3	2.3	-
Pertes dues à l'évolution défavorable des taux de change (voir note e/ tableau 1)	7.1	-	+7.1
Total des dépenses	<u>1 485.1</u>	<u>1 558.3</u>	<u>-73.2</u>
Excédent des dépenses sur les recettes (tableau 1)	<u>9.9-</u>	<u>48.5-</u>	<u>+38.6</u>

a/ Comprend la quatrième à la dixième période de contributions.

b/ Les recettes provenant des périodes de contributions précédentes jusqu'en 1984 sont en diminution, tandis que les recettes provenant des périodes 1985 à 1988 sont en augmentation.

c/ Dépenses au titre des allocations annuelles prélevées sur les ressources générales, conformément à l'Article 5(a) des Règles générales du PAM.

d/ Y compris un total estimé à 113 millions de dollars correspondant à des expéditions en transit et d'autres expéditions récemment arrivées pour lesquelles aucune attestation de livraison n'a encore été reçue.

VENTILATION DES RECETTES ET DEPENSES PAR TYPE DE RECETTES  
(PRODUITS, SERVICES ET ESPECES) POUR L'EXERCICE 1986-87

(millions de dollars)

	<u>Total</u>	<u>Produits</u>	<u>Services</u>	<u>Espèces</u>
<u>Recettes:</u>				
Contributions (tableaux 2.1 à 4):				
Au titre de la septième à la dixième période de contribution (1977-84)	28.2	23.6	-	4.6
Au titre de la onzième période de contribution (1985-86)	755.0	596.7	-	158.3
Au titre de la douzième période de contribution (1987-88)	361.1	267.7	-	93.4
Au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire (1980-88), net de l'allocation pour dépenses d'appui	17.0	12.8	-	4.2
Réserve alimentaire internationale d'urgence	272.6	219.5	-	53.1
Contributions des gouvernements bénéficiaires aux dépenses locales d'exécution	2.0	-	-	2.0
Recettes accessoires nettes	39.1	-	-	39.1
Transferts d'autres fonds (tableau 12)	<u>0.2</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>0.2</u>
Recettes totales en 1986-87	<u>1 475.2</u>	<u>1 120.3</u>	<u>-</u>	<u>354.9</u>
<u>Dépenses:</u>				
Projets de développement (tableau 5)	1 009.0	839.0	0.2	169.8 <sup>d</sup>
Opérations d'urgence (tableau 5)				
Ressources générales a/	75.3	54.4	-	20.9 <sup>d</sup>
Réserve alimentaire internationale d'urgence	283.1	229.1	-	54.0 <sup>d</sup>
Dépenses administratives de terrain (tableau 5)	53.3	-	-	53.3
Frais de consultation technique, d'administration et de soutien (tableau 6)	54.9	-	-	54.9
Profits et pertes	0.1	0.1	-	-
Allocation aux fonds fiduciaires subsidiaires pour les articles non alimentaires (tableau 7)	2.3	-	-	2.3
Pertes dues à l'évolution défavorable des taux de change pendant l'exercice	<u>7.1<sup>e</sup></u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7.1</u>
	<u>1 485.1</u>	<u>1 122.6</u>	<u>0.2</u>	<u>362.3</u>
<u>Ajustements:</u> b/	<u>-</u>	<u>5.5-</u>	<u>0.2-</u>	<u>5.7</u>
Total des dépenses 1986-87	<u>1 485.1</u>	<u>1 117.1</u>	<u>-</u>	<u>368.0</u>
Excédent des dépenses sur les recettes	9.9-	3.2 <sup>c</sup>	-	13.1-
	=====	=====	=====	=====

- a/ Au titre des allocations annuelles prélevées sur les ressources générales, conformément à l'Article 5(a) des Règles générales du PAM.
- b/ Essentiellement utilisation de contributions annoncées en produits mais réglées en espèces reçues les années précédentes.
- c/ Représente les coûts (produits et transport) correspondant à des subventions pour le transport intérieur non encore engagées.
- d/ Comprend principalement le transport (213,5 millions de dollars), les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés (18,5 millions de dollars) et les frais d'assurance des produits (5,8 millions de dollars).
- e/ Les détails de ces ajustements sont donnés dans le Rapport sur l'exécution du budget 1986-87.

TABLEAU 2.1

**ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES**  
**RÉSUMÉ DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87**

Pays ayant annoncé des contributions	Annonces de contri- butions	Nouvelles annonces de contributions ajustements, trans- ferts, contributions devenues caduques	Montants reçus	Annonces de contributions Solde à recouvrer au
	Solde à recouvrer au 1er janvier 1986			Solde à recouvrer au 31 décembre 1987
	\$	\$	\$	\$
<b>Cinquième période de contributions 1973-74</b>				
Kampuchea démocratique	1 000	-	-	1 000
Total	1 000	-	-	1 000
	=====	=====	=====	=====
<b>Sixième période de contributions 1975-76</b>				
Venezuela	50 003	-	-	50 003
Total	50 003	-	-	50 003
	=====	=====	=====	=====
<b>Septième période de contributions 1977-78</b>				
Australie	120 425 b	485 892	606 317	-
Ghana	16 850 a	23 340	2 012	38 178
Iraq	23 265	-	-	23 265
Italie	750 000 b	750 000-	-	-
Sierra Leone	755 b	581-	-	174
Total	911 295	241 349-	608 329	61 617
	=====	=====	=====	=====
<b>Huitième période de contributions 1979-80</b>				
Australie	46 271 a	1 060 415-	1 014 144-	-
Ghana	4 839 b	16 987	4 839	16 987
Iran, République islamique d'	80 000	-	-	80 000
Iraq	266 667	-	-	266 667
Italie	174 927 a	69 971	-	244 898
Nicaragua	10 670	10 670-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	16 189	-	-	16 189
Vietnam	10 000	-	-	10 000
Total	609 563	984 127-	1 009 305-	634 741
	=====	=====	=====	=====
<b>Neuvième période de contributions 1981-82</b>				
Australie	39 342 b	560 565-	521 223-	-
Bénin	4 500	-	-	4 500
Brésil	50 000	-	50 000	-
Colombie	47 848	-	47 848	-
Costa Rica	6 146	-	6 146	-
Communauté économique européenne	264 253 a	-	63 028-	327 281
Guyana	-	2 410	2 410	-
Iraq	266 667	-	-	266 667
Irlande a/	-	8 431	14 801-	23 232
Italie	330 584 b	1 037 221	-	1 367 805
Fonds spécial de l'OPEP d/	-	31 218	31 218	-
Nouvelle-Zélande	20 164	33 119	53 283	-
Arabie saoudite, Royaume d'	10 787 140	-	-	10 787 140
Royaume-Uni a/	-	14 211-	14 211-	-
Etats-Unis d'Amérique	11 254	8 921	17 842	2 333
Total	11 827 898	546 544	404 516-	12 778 958
	=====	=====	=====	=====
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>905 492-</b>	<b>13 526 319 c</b>
			=====	=====

Les contributions ont été annoncées en dollars, à l'exception de celles suivies de a/ ou b/.

a/ Contributions annoncées en volume de produits et évaluées aux cours du marché mondial ou à un cours approximatif, compte tenu des prix moyens annoncés par le donateur.

b/ Contributions annoncées en monnaies nationales et converties en dollars.

c/ Etat I.

d/ Organisation des pays exportateurs de pétrole.

ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
DIXIEME PERIODE DE CONTRIBUTIONS 1983-84

PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOURRIR AU 1er JANVIER 1986		NOUVELLES ANNONCES DE CONTRIBUTIONS, AJUSTEMENTS, TRANSFERTS, CONTRIBUTIONS DEVENUES CADUQUES		TOTAL
	PRODUITS	ESPECES	PRODUITS	ESPECES	
	\$	\$	\$	\$	\$
AFGHANISTAN	-	1 500	-	-	-
ANTIGUA-ET-BARBUDA a/	-	481	-	-	433 620
ARGENTINE b/	2 850	-	633 620	-	633 219-
AUSTRALIE a/	3 309 986	-	2 579 162-	2 145 943	1 204 335
BELGIQUE a/	79 059	-	1 204 335	-	425 762
CANADA a/	-	-	625 762	-	171
REP. CENTRAFRICAINE a/	-	1 044	-	171	-
COLOMBIE	500 000	-	500 000	-	60 506-
DANEMARK a/	-	-	60 506	-	-
EL SALVADOR	-	5 000	-	-	-
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE	6 065 853	-	6 545 728	-	187 218
FINLANDE a/	130 890	-	130 890	-	-
GAMBIE	-	5 000	-	-	-
GRECE	93 998	-	93 998-	-	93 998-
GUYANA a/	-	-	393 640-	3 614	3 614
INDE b/	-	-	165 000	-	393 640-
INDONESIE	-	-	165 000	-	165 000
ISRAEL	8 608 498	-	8 608 498	-	5 469 532
ITALIE a/	-	709	-	-	709-
LIBAN	-	100 000	-	-	-
MEXIQUE	-	-	100 000	-	1 173 741
PAYS-BAS a/	118 720	-	118 720	-	53 640
NOUVELLE-ZELANDE a/	-	-	250 000	-	-
NIGERIA	411 191	-	411 191	-	43 029-
NORVEGE a/	-	-	-	-	-
PARAGUAY	-	19 326	-	-	-
PHILIPPINES a/	-	-	19 326	-	-
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'	3 401 004	-	3 401 004	-	363-
SIERRA LEONE a/	-	472	-	-	-
SOUDAN a/	-	10 000	-	-	-
SUEDE a/	688 701	-	688 701	-	7 862
SUISSE a/	331 868	-	331 868	-	83 618
SYRIE a/	-	64 103	-	-	-
THAÏLANDE b/	4 496	-	4 496	-	38 462-
TRINITE-ET-TOBAGO	-	-	-	-	-
TURQUIE a/	6 642	-	6 642	-	6 965
OUGANDA	-	1 000	-	433	433
ROYAUME-UNI a/	118 964	-	118 964	-	-
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	-	7 795 312	-	-	-
YEMEN, REP. DEM. POP. DU	-	5 500	-	-	-
ZIMBARWE a/	-	4 848	-	-	-
TOTAL GENERAL	23 872 720	8 751 620	32 624 390	2 129 998	8 164 424

Les contributions ont été annoncées en dollars, à l'exception de celles suivies de a/ ou b/.

a/ Contributions annoncées en monnaies nationales et converties en dollars des Etats-Unis.

b/ Contributions annoncées en tonnage de produits et évaluées aux cours du marché mondial ou à un cours approximatif compte tenu des prix moyens annoncés par le donateur.

c/ Etat I.



TABLEAU 2.3

ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
DOUZIEME PERIODE DE CONTRIBUTIONS 1985-86

PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOURVRE AU 1er JANVIER 1986			NOUVELLES ANNONCES DE CONTRIBUTIONS AJUSTEMENTS, TRANSFERTS, CONTRIBUTIONS DEVENUES CADUQUES		
	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AFGHANISTAN	-	3 000	3 000	-	-	-
ARGENTINE	305 529	-	305 529	2 880 000	-	2 880 000
AUSTRALIE a/	52 100 469	28 137 931	80 238 400	15 785 257	6 562 290-	22 347 537
AUTRICHE	2 907 817	337 500	3 245 317	-	-	-
BANGLADESH b/	990 000	-	990 000	240 000-	-	240 000-
BELGIQUE a/	2 452 157	980 392	3 432 549	2 792 224	228 179	3 020 403
BHOUTAN a/	-	1 500	1 500	-	-	-
BOTSWANA a/	-	-	-	-	7 904	7 904
BURKINA FASO a/	-	-	-	-	14 036	14 036
CANADA a/	111 964 825	18 115 942	130 080 767	2 314 155	65 165-	2 248 990
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a/	-	-	-	-	3 343	3 343
CHILI	-	10 000	10 000	-	-	-
CHINE	-	500 000	500 000	-	-	-
COLOMBIE	500 000	-	500 000	-	11 018	11 018
COTE D'IVOIRE a/	-	-	-	-	6 513	6 513
CUBA a/	264 807	-	264 807	330 969	-	330 969
CHYPRE a/	-	1 786	1 786	-	167	167
DANEMARK a/	12 454 212	6 227 106	18 681 318	3 363 507	212 288	3 575 795
DJIBOUTI	-	2 000	2 000	-	1 000-	1 000-
EQUATEUR	-	-	-	-	30 000	30 000
EGYPTE	400 000	-	400 000	-	-	-
EL SALVADOR	-	-	-	-	10 000	10 000
GUINEE EQUATORIALE	-	1 000	1 000	-	-	-
ETHIOPIE a/	-	-	-	-	2 000	2 000
COMMUNAUTE ECONOM. EUROP.	78 871 468	16 511 750	95 383 218	46 123 566	239 054	46 362 620
FIDJI a/	-	-	-	-	1 637	1 637
PINLANDE a/	10 858 720	3 386 239	14 244 959	2 582 652	604 808	3 187 460
FRANCE a/	-	-	-	3 014 719	2 448 980	5 463 699
ALLEMAGNE, REP. FED. D' a/	12 977 440	7 155 952	20 133 392	10 286 940	2 626 148	12 913 088
GRECE	250 000	-	250 000	-	-	-
GUATEMALA a/	-	11 111	11 111	-	1 496-	1 496-
GUINEE	-	2 000	2 000	-	-	-
HONDURAS a/	-	7 500	7 500	-	2 500	2 500
HONGRIE	211 694	-	211 694	-	-	-
ISLANDE	-	13 800	13 800	-	-	-
INDE	1 343 463	-	1 343 463	393 640	-	393 640
INDONESIE	-	-	-	300 000	-	300 000
IRLANDE a/	1 145 606	572 598	1 718 204	239 203	63 189	302 392
ISRAEL	10 000	-	10 000	-	-	-
ITALIE a/	5 830 904	2 915 452	8 746 356	15 809 913	3 533 569	19 343 482
JAMAIQUE	-	10 000	10 000	-	-	-
JAPON	10 861 881	3 745 000	14 606 881	-	-	-
JORDANIE	-	75 000	75 000	-	-	-
KENYA a/	-	-	-	-	699	699
COREE, REPUBLIQUE DE	-	100 000	100 000	-	-	-
LAOS	-	-	-	-	1 000	1 000
LIBAN	-	-	-	-	3 725	3 725
LESOTHO	-	6 000	6 000	-	271	271
MALAISIE a/	16 461	4 115	20 576	525-	284-	809-
MEXIQUE	-	100 000	100 000	-	2 470-	2 470-
MAROC a/	-	7 960	7 960	-	802	802
PAYS-BAS a/	25 410 374	8 572 506	34 982 880	14 520 529	861 329	15 381 858
NOUVELLE-ZELANDE a/	306 513	-	306 513	443 487	169 205	612 692
NIGERIA	-	250 000	250 000	-	-	-
NORVEGE a/	14 544 794	5 280 353	19 825 147	9 593 101	672 028	10 265 129
PAKISTAN b/	488 599	-	488 599	-	-	-
PANAMA a/	-	-	-	-	1 000	1 000
PARAGUAY	-	-	-	-	20 000	20 000
PEROU	-	-	-	-	20 000	20 000
PHILIPPINES a/	-	28 990	28 990	-	2 144-	2 144-
RWANDA	-	-	-	-	1 500	1 500
SAO TOME-ET-PRINCIPE	-	750	750	-	-	-
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'	23 981 871	20 625 000	44 606 871	13 750 000	13 750 000-	-
SIERRA LEONE a/	-	472	472	-	363-	363-
SOMALIE a/	-	-	-	-	378	378
ESPAGNE a/	-	198 710	198 710	-	23 673	23 673
SRI LANKA a/	98 376	-	98 376	41 747	-	41 747
SOUDAN a/	10 000	-	10 000	33	-	33
SWAZILAND a/	-	-	-	-	1 911	1 911
SUEDE a/	15 379 020	9 228 758	24 607 778	13 327 143	338 051	13 665 194
SUISSE a/	192 300	47 847	240 147	6 699 224	1 769 769	8 468 993
SYRIE a/	-	128 205	128 205	-	76 923-	76 923-
TANZANIE a/	-	13 254	13 254	-	-	-
THAILANDE	35 000	-	35 000	35 000	-	35 000
TONGA	-	2 000	2 000	-	-	-
TUNISIE	-	60 500	60 500	-	-	-
TURQUIE a/	216 000	-	216 000	-	-	-
OUGANDA	-	5 000	5 000	-	-	-
ROYAUME-UNI a/	15 376 160	8 664 688	24 040 848	-	1 750 175-	1 750 175-
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	84 642 990	50 500 000	135 142 990	4 694 481	-	4 694 481
VENEZUELA	-	-	-	-	26 667	26 667
VIET NAM a/	-	12 000	12 000	-	-	-
YEMEN, REP. DEM. POP. DU	-	12 650	12 650	-	-	-
YOUgosLAVIE a/	-	-	-	110 457	-	110 457
ZAIRE	-	2 000	2 000	-	-	-
ZAMBIE a/	-	517	517	-	86-	86-
TOTAL GENERAL	488 399 450	192 576 834	680 976 284	137 620 908	8 255 045-	129 365 863

Les contributions ont été annoncées en dollars, à l'exception de celles suivies de a/ ou b/.

a/ Contributions annoncées en monnaies nationales et converties en dollars.

b/ Contributions annoncées en tonnage de produits et évaluées au cours du marché mondial ou à un cours approximatif compte tenu des prix moyens annoncés par les donateurs.

c/ Fonds retenus par les donateurs pour couvrir les frais de transport relatifs à leurs annonces de contributions en produits.

d/ Etat I.

TABLEAU 2.3  
(fin)RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
ONZIEME PERIODE DE CONTRIBUTION 1985-86

CONTRIBUTIONS RECUES			ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOURVRE AU 31 DECEMBRE 1987			PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS
PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	3 000	3 000	AFGHANISTAN
3 185 529	-	3 185 529	-	-	-	ARGENTINE
36 315 212	21 575 651	57 890 863	-	-	-	AUSTRALIE
2 907 917	337 500	3 245 317	-	-	-	AUTRICHE
750 000	-	750 000	-	-	-	BANGLADESH
5 244 381	1 208 571	6 452 952	-	-	-	BELGIQUE
-	-	-	-	1 500	1 500	BHOUTAN
-	7 904	7 904	-	-	-	BOTSWANA
-	14 036	14 036	-	-	-	BURKINA FASO
112 840 263	18 050 777	130 891 040	1 438 717	-	1 438 717	CANADA
-	3 343	3 343	-	-	-	REP. CENTRAFRICAINE
-	-	-	-	10 000	10 000	CHILI
-	500 000	500 000	-	-	-	CHINE
500 000	11 018	511 018	-	-	-	COLOMBIE
-	6 513	6 513	-	-	-	COTE D'IVOIRE
564 576	-	564 576	31 200	-	31 200	CUBA
-	1 953	1 953	-	-	-	CHYPRE
15 576 892	6 439 394	22 016 286	240 827	-	240 827	DANEMARK
-	-	-	-	1 000	1 000	DJIBOUTI
-	26 780	26 780	-	3 220	3 220	EQUATEUR
3 195 703	-	3 195 703	4 297	-	4 297	EGYPTE
-	10 000	10 000	-	-	-	EL SALVADOR
-	-	-	-	1 000	1 000	GUINEE EQUATORIALE
-	2 000	2 000	-	-	-	ETHIOPIE
124 126 484	9 725 929	133 852 413	868 550	7 024 875	7 893 425	COMMUNAUTE ECON. EUROP.
-	1 637	1 637	-	-	-	FIDJI
12 966 824	3 751 227	16 718 051	474 548	239 820	714 368	FINLANDE
1 417 035	2 448 980	3 866 015	1 597 684	-	1 597 684	FRANCE
23 263 381	9 782 100	33 045 481	-	999	999	ALLEMAGNE, REP. FED. D'
90 157	-	90 157	159 843	-	159 843	GRECE
-	9 615	9 615	-	-	-	GUATEMALA
-	-	-	-	2 000	2 000	GUINEE
-	10 000	10 000	-	-	-	HONDURAS
211 694	-	211 694	-	-	-	HONGRIE
-	13 800	13 800	-	-	-	ISLANDE
1 459 855	-	1 459 855	277 248	-	277 248	INDE
192 052	-	192 052	107 948	-	107 948	INDONESIE
1 336 538	635 787	1 972 325	48 271	-	48 271	IRLANDE
-	-	-	10 000	-	10 000	ISRAEL
13 157 383	6 449 021	19 606 404	8 483 434	-	8 483 434	ITALIE
-	10 000	10 000	-	-	-	JAMAIQUE
10 478 123	3 745 000	14 223 123	383 758	-	383 758	JAPON
-	75 000	75 000	-	-	-	JORDANIE
-	699	699	-	-	-	KENYA
-	100 000	100 000	-	-	-	COREE, REP. DE
-	-	-	-	1 000	1 000	LAOS
-	3 725	3 725	-	-	-	LIBAN
-	6 271	6 271	-	-	-	LESOTHO
15 444	3 831	19 275	492	-	492	MALAISIE
-	97 530	97 530	-	-	-	MEXIQUE
-	8 762	8 762	-	-	-	MAROC
40 930 903	9 374 175	50 305 078	-	59 660	59 660 c/	PAYS-BAS
616 776	169 205	785 981	133 224	-	133 224	NOUVELLE-ZELANDE
-	6 230	6 230	-	243 770	243 770	NIGERIA
23 947 039	5 952 381	29 899 420	190 856	-	190 856	NORVEGE
410 094	-	410 094	78 505	-	78 505	PAKISTAN
-	1 000	1 000	-	-	-	PANAMA
-	20 000	20 000	-	-	-	PARAGUAY
-	20 000	20 000	-	-	-	PEROU
-	26 846	26 846	-	-	-	PHILIPPINES
-	1 500	1 500	-	-	-	RWANDA
-	-	-	-	750	750	SAO TOME-ET-PRINCIPE
32 886 338	-	32 886 338	4 845 533	6 875 000	11 720 533	ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'
-	-	-	-	109	109	SIERRA LEONE
-	378	378	-	-	-	SOMALIE
-	222 383	222 383	-	-	-	ESPAGNE
122 879	-	122 879	17 244	-	17 244	SRI LANKA
-	-	-	10 033	-	10 033	SOUDAN
-	1 911	1 911	-	-	-	SWAZILAND
27 838 976	9 566 809	37 405 785	867 187	-	867 187	SUEDE
5 657 927	1 344 087	7 002 014	1 233 597	473 529	1 707 126	SUISSE
-	51 282	51 282	-	-	-	SYRIE
-	13 254	13 254	-	-	-	TANZANIE
70 000	-	70 000	-	-	-	THAILANDE
-	-	-	-	2 000	2 000	TONGA
-	46 495	46 495	-	14 005	14 005	TUNISIE
137 940	-	137 940	78 060	-	78 060	TURQUIE
-	-	-	-	5 000	5 000	UGANDA
15 347 926	6 914 513	22 262 339	28 334	-	28 334	ROYAUME-UNI
81 718 332	39 483 123	121 201 455	7 619 139	11 016 877	18 636 016	ETATS-UNIS D'AMERIQUE
-	26 667	26 667	-	-	-	VENEZUELA
-	12 000	12 000	-	-	-	VIET NAM
-	12 650	12 650	-	-	-	YEMEN, REP. DEM. POP. DU
-	-	-	110 457	-	110 457	YUGOSLAVIE
-	-	-	-	2 000	2 000	ZAIRE
-	431	431	-	-	-	ZAMBIE
596 680 373	158 341 674	755 022 047	29 339 985	25 980 115	55 320 100 d/	TOTAL GENERAL

ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
DOUZIEME PERIODE DE CONTRIBUTIONS 1987-88

PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOUVRER AU 1er JANVIER 1986			NOUVELLES ANNONCES DE CONTRIBUTIONS AJUSTEMENTS, TRANSFERTS, CONTRIBUTIONS DEVENUS CADUQUES		
	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ALGERIE	-	-	-	-	132 500	132 500
ANGOLA	-	-	-	-	20 000	20 000
ANTIGUA-ET-BARBUDA	-	-	-	-	1 000	1 000
ARGENTINE b/	-	-	3 020 000	-	-	3 020 000
AUSTRALIE a/	-	-	19 931 887	10 340 426	-	30 172 313
AUTRICHE	-	-	6 300 000	700 000	-	7 000 000
BANGLADESH b/	-	-	825 000	-	-	825 000
BARBADE	-	-	-	6 955	-	6 955
BELGIQUE a/	-	-	4 076 353	1 810 621	-	5 886 974
BENIN	-	-	-	1 000	-	1 000
BHOUTAN	-	-	-	2 000	-	2 000
BOLIVIE	-	-	-	1 000	-	1 000
CANADA a/	-	-	196 946 565	39 267 403	-	236 213 968
CHINE	-	-	-	1 200 000	-	1 200 000
COLOMBIE	-	-	-	11 147	-	11 147
CONGO a/	-	-	-	21 201	-	21 201
CUBA b/	-	-	859 352	-	-	859 352
CHYPRE a/	-	-	-	4 129	-	4 129
DANEMARK a/	-	-	39 940 757	19 666 879	-	59 607 636
EQUATEUR	-	-	-	30 000	-	30 000
EGYPTE	-	-	400 000	-	-	400 000
COMMUNAUTE ECONOM. EUROP. a/	-	-	61 883 453	7 920 530	-	69 803 983
FIDJI a/	-	-	-	2 670	-	2 670
FINLANDE a/	-	-	40 154 071	11 914 136	-	52 068 207
FRANCE a/	-	-	3 097 345	3 646 459	-	6 743 804
ALLEMAGNE, REP. FED. D' a/c/	-	-	40 264 828	19 258 973	-	59 523 801
GHANA a/	-	-	-	2 841	-	2 841
GRECE	-	-	250 000	-	-	250 000
GUYANA	-	-	-	10 800	-	10 800
HAITI	-	-	-	5 000	-	5 000
HONDURAS a/	-	-	-	10 000	-	10 000
HONGRIE	-	-	440 000	-	-	440 000
ISLANDE	-	-	-	27 600	-	27 600
INDE	-	-	1 950 000	-	-	1 850 000
IRLANDE a/	-	-	3 032 145	1 516 469	-	4 548 614
ITALIE a/	-	-	10 512 245	4 081 633	-	14 693 878
JAMAIQUE	-	-	-	10 000	-	10 000
JAPON	-	-	17 333 334	8 666 666	-	26 000 000
JORDANIE	-	-	-	75 000	-	75 000
COREE, REP. POP. DEM. DE	-	-	-	200 000	-	200 000
COREE, REPUBLIQUE DE	-	-	-	100 000	-	100 000
KOWEIT	-	-	-	250 000	-	250 000
LAOS	-	-	-	1 000	-	1 000
LIBAN	-	-	-	2 439	-	2 439
LESOTHO a/	-	-	-	43 725	-	43 725
MADAGASCAR a/	-	-	-	2 353	-	2 353
MALAWI a/	-	-	-	4 036	-	4 036
MALAISIE a/	-	-	15 936	7 968	-	23 904
MALTE	-	-	-	2 570	-	2 570
MAURICE	-	-	-	2 500	-	2 500
MAROC a/	-	-	-	15 000	-	15 000
NEPAL	-	-	-	7 500	-	7 500
PAYS-BAS a/ c/	-	-	67 728 704	26 387 476	-	94 116 180
NOUVELLE-ZELANDE a/	-	-	-	202 020	-	202 020
NORVEGE a/	-	-	33 082 192	16 132 745	-	49 214 937
PAKISTAN b/	-	-	1 000 000	-	-	1 000 000
PANAMA	-	-	-	2 000	-	2 000
PHILIPPINES a/	-	-	-	40 903	-	40 903
SAO TOME-ET-PRINCIPE	-	-	-	1 000	-	1 000
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'	-	-	22 500 000	7 500 000	-	30 000 000
ESPAGNE a/	-	-	-	240 625	-	240 625
SRI LANKA a/	-	-	217 391	-	-	217 391
SWAZILAND a/	-	-	-	5 001	-	5 001
SUEDE a/	-	-	20 495 868	10 123 967	-	30 619 835
SUISSE a/	-	-	7 730 515	3 527 424	-	11 257 939
SYRIE a/	-	-	-	51 282	-	51 282
TANZANIE a/	-	-	-	15 158	-	15 158
THAILANDE	-	-	70 000	-	-	70 000
TURQUIE	-	-	216 000	-	-	216 000
ROYAUME-UNI a/	-	-	7 550 000	4 709 981	-	12 259 981
ETATS-UNIS D'AMERIQUE c/	-	-	187 000 000	63 000 000	-	250 000 000
VIET NAM	-	-	-	16 000	-	16 000
YEMEN, REPUBLIQUE ARABE DU	-	-	-	10 010	-	10 010
YEMEN REP. DEM. POP. DU	-	-	-	6 325	-	6 325
TOTAL GENERAL	-	-	-	798 723 941	262 976 046	1 061 699 987

Les contributions ont été annoncées en dollars, à l'exception de celles suivies de a/ ou b/.

a/ Contributions annoncées en monnaies nationales et converties en dollars.

b/ Contributions annoncées en volume de produits et évaluées au cours du marché mondial ou à un cours approximatif compte tenu des prix moyens annoncés par les donateurs.

c/ Dont 2,2 millions de dollars retenus par la République fédérale d'Allemagne, 5,9 millions de dollars retenus par les Pays-Bas et 15,0 millions de dollars retenus par les Etats-Unis, pour couvrir les frais de transport relatifs à leurs annonces de contributions en produits.

d/ Etat I.

ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ORDINAIRES  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87  
DOUZIEME PERIODE DE CONTRIBUTIONS 1987-88

CONTRIBUTIONS RECUES			ANNONCES DE CONTRIBUTIONS SOLDE A RECOUVRER AU 31 DECEMBRE 1987			PAYS AYANT ANNONCE DES CONTRIBUTIONS
PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	132 500	132 500	ALGERIE
-	20 000	20 000	-	-	-	ANGOLA
-	-	-	-	1 000	1 000	ANTIGUA-ET-BARBUDA
-	-	-	3 020 000	-	3 020 000	ARGENTINE
1 801 369	815 307	2 616 676	18 030 518	9 525 119	27 555 637	AUSTRALIE
2 507 346	350 000	2 857 346	3 792 654	350 000	4 142 654	AUTRICHE
-	-	-	825 000	-	825 000	BANGLADESH
-	-	-	-	6 955	6 955	BARBADE
2 499 193	1 232 283	3 781 476	1 577 160	528 338	2 105 498	BELGIQUE
-	1 000	1 000	-	-	-	BENIN
-	-	-	-	2 000	2 000	BHOUTAN
-	1 000	1 000	-	-	-	BOLIVIE
50 302 326	18 656 716	58 959 042	146 644 239	20 610 687	167 254 926	CANADA
-	600 000	600 000	-	600 000	600 000	CHINE
-	11 147	11 147	-	-	-	COLOMBIE
-	-	-	-	21 201	21 201	CONGO
209 199	-	209 199	650 153	-	650 153	CUBA
-	2 041	2 041	-	2 088	2 088	CHYPRE
17 702 017	8 937 712	26 639 729	22 238 740	10 729 167	32 967 907	DANEMARK
-	-	-	-	30 000	30 000	EQUATEUR
-	-	-	400 000	-	400 000	EGYPTE
2 645 311	-	2 645 311	59 238 142	7 920 530	67 158 672	COMMUNAUTE ECONOM. EUROP.
-	1 445	1 445	-	1 225	1 225	FIDJI
15 880 795	5 597 063	21 477 858	24 273 276	6 317 073	30 590 349	FINLANDE
2 897 341	3 646 459	6 543 800	200 004	-	200 004	FRANCE
17 357 228	7 457 884	24 815 112	22 907 600	11 801 089	34 708 689	ALLEMAGNE, REP. FED. D'
-	-	-	-	2 841	2 841	GHANA
120 000	-	120 000	130 000	-	130 000	GRECE
-	-	-	-	10 800	10 800	GUYANA
-	5 000	5 000	-	-	-	HAITI
-	5 000	5 000	-	5 000	5 000	HONDURAS
-	-	-	440 000	-	440 000	HONGRIE
-	13 800	13 800	-	13 800	13 800	ISLANDE
278 541	-	278 541	1 571 459	-	1 571 459	INDE
1 378 686	716 469	2 095 155	1 653 459	800 000	2 453 459	IRLANDE
7 375 455	4 081 633	11 457 088	3 236 790	-	3 236 790	ITALIE
-	-	-	-	10 000	10 000	JAMAIQUE
7 809 429	4 133 333	11 942 762	9 523 905	4 533 333	14 057 238	JAPON
-	37 500	37 500	-	37 500	37 500	JORDANIE
-	-	-	-	200 000	200 000	COREE, REP. POP. DEM. DE
-	50 000	50 000	-	50 000	50 000	COREE, REPUBLIQUE DE
-	-	-	-	250 000	250 000	KOWEIT
-	-	-	-	1 000	1 000	LAOS
-	2 439	2 439	-	-	-	LIBAN
-	43 725	43 725	-	-	-	LESOTHO
-	-	-	-	2 353	2 353	MADAGASCAR
-	4 036	4 036	-	-	-	MALAWI
9 122	3 984	13 106	6 814	3 984	10 798	MALAISIE
-	2 570	2 570	-	-	-	MALTE
-	2 500	2 500	-	-	-	MAURICE
-	-	-	-	15 000	15 000	MAROC
-	7 500	7 500	-	-	-	NEPAL
36 653 797	11 276 860	47 930 657	31 074 907	15 110 616	46 185 523	PAYS-BAS
-	202 020	202 020	-	-	-	NOUVELLE-ZELANDE
13 720 192	7 843 137	21 563 329	19 362 000	8 289 608	27 651 608	NORVEGE
-	-	-	1 000 000	-	1 000 000	PAKISTAN
-	-	-	-	2 000	2 000	PANAMA
-	20 613	20 613	-	20 290	20 290	PHILIPPINES
-	-	-	-	1 000	1 000	SAO TOME-ET-PRINCIPE
7 672 575	-	7 672 575	14 827 425	7 500 000	22 327 425	ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'
-	240 625	240 625	-	-	-	ESPAGNE
82 163	-	82 163	135 228	-	135 228	SRI LANKA
-	2 463	2 463	-	2 538	2 538	SWAZILAND
995 380	5 000 000	5 995 380	19 500 488	5 123 967	24 624 455	SUEDE
3 147 494	1 689 189	4 836 683	4 583 021	1 838 235	6 421 256	SUISSE
-	-	-	-	51 282	51 282	SYRIE
-	15 158	15 158	-	-	-	TANZANIE
34 999	-	34 999	35 001	-	35 001	THAILANDE
92 460	-	92 460	123 540	-	123 540	TURQUIE
-	3 809 080	3 809 080	7 550 000	900 901	8 450 901	ROYAUME-UNI
74 545 248	6 798 355	81 343 603	112 454 752	56 201 645	168 656 397	ETATS-UNIS D'AMERIQUE
-	-	-	-	16 000	16 000	VIET NAM
-	10 010	10 010	-	-	-	YEMEN, REPUBLIQUE ARABE DU
-	6 325	6 325	-	-	-	YEMEN, REP. DEM. POP. DU
267 717 666	93 403 381	361 121 047	531 006 275	169 572 665	700 578 940 d/	TOTAL GENERAL

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE - CONTRIBUTIONS ACHEMINEES  
PAR L'INTERMEDIAIRE DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL  
RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87

TABLEAU 3

PAYS	CONTRIBUTIONS - SOLDE A RECOUVRER AU 1ER JANVIER 1986			NOUVELLES CONTRIBUTIONS, AJUSTEMENTS, TRANSFERTS ET CONTRIBUTIONS DEVENUES CADUQUES		
	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL
1990 - 91 <sup>a/</sup>	-	-	-	-	-	-
ROYAUME-UNI	-	203 381	203 381	-	43 608	43 608
TOTAL	-	203 381	203 381	-	43 608	43 608
1981 - 82	-	-	-	-	-	-
ROYAUME-UNI	-	23 367	23 367	-	5 006	5 006
TOTAL	-	23 367	23 367	-	5 006	5 006
1982 - 83	-	-	-	-	-	-
AUSTRALIE	2 739 264	-	2 739 264	3 922	-	3 922
TOTAL	2 739 264	-	2 739 264	3 922	-	3 922
1985 - 86	-	-	-	-	-	-
IRLANDE NORVEGE	436 934 3 147 868	153 360 1 180 451	600 794 4 328 319	-	-	-
TOTAL	3 584 802	1 334 311	4 929 113	-	-	-
1985 - 87	-	-	-	-	-	-
IRLANDE NORVEGE	-	-	-	504 000 4 530 000	240 000 1 300 000	344 000 6 330 000
TOTAL	-	-	-	5 134 000	2 040 000	7 174 000
1987 - 88	-	-	-	-	-	-
IRLANDE NORVEGE	-	-	-	254 000 3 040 000	120 000 1 300 000	384 000 5 760 000
TOTAL	-	-	-	4 224 000	1 920 000	6 144 000
TOTAL GENERAL	-	-	-	-	-	-
AUSTRALIE	2 739 264	-	2 739 264	3 922	-	3 922
IRLANDE	436 934	153 360	600 794	368 000	360 000	1 228 000
NORVEGE	3 147 868	1 180 451	4 328 319	4 490 000	1 600 000	12 090 000
ROYAUME-UNI	-	226 728	226 728	-	48 614	48 614
TOTAL GENERAL	5 324 066	1 571 039	7 895 105	9 361 922	4 008 614	13 370 536

<sup>a/</sup> Contributions en produits évalués aux prix déterminés pour chaque campagne agricole.

<sup>b/</sup> Etat I.

<sup>c/</sup> Reporté au tableau 1 après déduction du prélèvement pour dépenses d'appui de 0,2 million de dollars, comme indiqué au tableau 12.

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE - CONTRIBUTIONS ACHENEES  
 PAR L'INTERMEDIAIRE DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL  
 RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87

TABLEAU 3  
 (Fin)

CONTRIBUTIONS RECUES			CONTRIBUTIONS - SOLDE A RECQUVRER AU 31 DECEMBRE 1987			PAYS
PRODUITS	ESPECES	TOTAL	PRODUITS	ESPECES	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	246 989	246 989	1980 - 81 ROYAUME-UNI
-	-	-	-	246 989	246 989	TOTAL
-	-	-	-	28 353	28 353	1981 - 82 ROYAUME-UNI
-	-	-	-	28 353	28 353	TOTAL
2 402 115	-	2 402 115	340 971	-	340 971	1982 - 83 AUSTRALIE
2 402 115	-	2 402 115	340 971	-	340 971	TOTAL
375 197	143 860	519 057	61 737	-	61 737	1985 - 86 IRLANDE
3 167 468	1 190 451	4 357 919	-	-	-	NORVEGE
3 523 065	1 344 311	4 867 376	61 737	-	61 737	TOTAL
302 000	240 000	542 000	302 000	-	302 000	1986 - 87 IRLANDE
4 530 000	1 330 000	5 860 000	-	-	-	NORVEGE
4 832 000	2 540 000	7 372 000	302 000	-	302 000	TOTAL
-	60 000	60 000	246 000	60 000	324 000	1987 - 88 IRLANDE
2 923 663	1 000 000	3 923 663	1 936 337	600 000	2 736 337	NORVEGE
2 923 663	1 060 000	3 983 663	2 200 337	660 000	3 060 337	TOTAL
2 402 115	-	2 402 115	340 971	-	340 971	TOTAL GENERAL AUSTRALIE
677 197	663 860	1 341 057	627 737	60 000	687 737	IRLANDE
9 701 531	3 980 451	13 681 982	1 936 337	600 000	2 736 337	NORVEGE
-	-	-	-	275 362	275 362	ROYAUME-UNI
12 780 843	4 664 311	17 445 154	2 905 065	1 135 362	4 040 427	TOTAL GENERAL

TABLEAU 4

## RESERVE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE D'URGENCE

RESUME DES TRANSACTIONS POUR L'EXERCICE 1986-87 <sup>a/</sup>

PAYS	Solde des contributions restant dû au 1er janv. 1986	Nouvelles contributions, ajustements, transferts et contributions devenues caduques	Contributions reçues	Solde restant dû au 31 décembre 1987
	\$	\$	\$	\$
<u>Contributions en produits</u>				
Australie	86 638	13 873 213	9 247 453	4 712 398
Autriche b/	689 112	1 247 260	784 850	1 151 522
Belgique	825 003	204 659	443 662	586 000
Canada	18 531 332	3 212 629	17 247 596	4 496 365
Congo	-	4 438	-	4 438
Danemark b/	1 578 187	4 418 491	5 670 561	326 117
Egypte	17 500	-	-	17 500
Communauté économique européenne b/	16 374 008	6 423 488	14 823 047	7 974 449
Finlande b/	2 903 459	12 931 831	6 182 170	9 653 120
France	1 248 613	5 811 387	5 419 360	1 640 640
Allemagne, République fédérale d' b/	4 038 602	10 995 710	13 202 300	1 832 012
Grèce b/	73 420	201 023	-	274 443
Islande	6 400	5 800	12 200	-
Inde	9 616	-	-	9 616
Italie b/	3 628 680	13 182 214	6 402 131	10 408 763
Japon	447 412	5 437 608	4 749 771	1 135 249
Lesotho b/	5 490	14 000	2 634	16 856
Maurice b/	-	2 542	2 542	-
Pays-Bas b/	1 835 571	10 472 999	4 845 035	7 463 534
Nouvelle-Zélande c/	-	88 147-	16 678-	71 469-
Norvège b/	1 563 596	6 298 911	7 862 507	-
Espagne	1 068 500	2 778 880	2 317 717	1 529 663
Sri Lanka	662	-	-	662
Suède b/	23 078 195	16 239 963	25 247 657	14 070 501
Suisse b/	2 899 777	15 468 332	13 132 172	5 235 937
Togo	650	95-	-	555
Royaume-Uni b/	3 035 000	1 460 000	2 943 912	1 551 088
Etats-Unis d'Amérique b/	10 684 749	107 115 892	89 221 096	28 579 545
<b>Total</b>	<b>94 630 172</b>	<b>237 713 027</b>	<b>229 743 695</b>	<b>102 599 504</b>
	=====	=====	=====	=====
<u>Contributions en espèces</u>				
Australie	986 250	3 525 056	1 487 810	3 023 496
Autriche b/	302 445	487 555	227 103	562 897
Belgique	40 500	1 031 838	900 338	172 000
Canada	6 739 871	1 162 786-	4 262 322	1 314 763
Danemark b/	1 056 703	932 837	916 746	1 072 794
Egypte	13 350	-	-	13 350
Communauté économique européenne b/	13 233 673	3 659 492	212 759-	17 105 924
Finlande b/	1 056 146	1 417 671	1 317 174	1 156 643
France	903 500	1 827 500	825 152	1 905 848
Allemagne, République fédérale d' b/	1 347 064	3 271 892	3 064 875	1 554 081
Grèce	28 291	-	-	28 291
Islande	2 300	15-	2 285	-
Italie b/	1 303 280	1 624 884	632 395	2 295 769
Japon	-	1 727 858	150 229	1 577 629
Lesotho	2 510	-	1 547	963
Pays-Bas b/	959 528	2 673 758	186 385	3 446 901
Nouvelle-Zélande c/	48 230	25 702	16 677	57 255
Norvège b/	1 202 496	1 002 615	524 098	1 681 013
OPEP, Fonds spécial de l' d/	-	31 218-	31 218-	-
Espagne	1 191 327	1 055 580	64 000	2 182 907
Suède b/	5 578 133	3 198 898	615 397	8 161 634
Suisse b/	761 715	3 210 989	31 380	3 941 324
Togo	351	7	-	358
Royaume-Uni b/	1 244 388	593 000	1 837 388	-
Etats-Unis d'Amérique b/	7 927 122	25 747 290	19 400 443	14 273 969
Yougoslavie	89 500	-	-	89 500
<b>Total</b>	<b>46 018 673</b>	<b>55 820 403</b>	<b>36 219 767</b>	<b>65 619 309</b>
	=====	=====	=====	=====
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>140 648 845</b>	<b>293 533 430</b>	<b>265 963 462</b>	<b>168 218 813</b>
	=====	=====	=====	=====

a/ Conformément aux règles de la RAIU, les pays donateurs prennent à leur charge tous les frais de transport, mais ceux-ci n'étant connus qu'une fois les opérations achevées les montants indiqués sont estimatifs.

b/ Pour ces pays, le solde dû au 31 décembre 1987 comprend des contributions d'un montant total de 69,4 millions de dollars annoncées pour 1988.

c/ Les effets résultant de l'utilisation de valeurs estimatives seront ajustés au moment de l'arrêt définitif des rapports des donateurs.

d/ Organisation des pays exportateurs de pétrole.

e/ Résumé du tableau 4.

f/ Etat I.

TABLEAU 4  
(fin)

RESUME  
(millions de dollars E-U)

	<u>Total</u> \$	<u>Produits</u> \$	<u>Services</u> \$	<u>Espèces</u> \$
Solde en espèces non dépensé au 1er janvier 1986	20.5	6.8	-	13.7
Contributions reçues	<u>265.9</u>	<u>229.7</u>	-	<u>36.2</u>
Total partiel	<u>286.4</u>	236.5	-	49.9
<u>Moins</u> : Transfert pour couvrir les dépenses effectuées au titre des opérations d'urgence (Etat II)	<u>272.6</u>	<u>219.5</u>	-	<u>53.1</u>
Solde en espèces non dépensé au 31 décembre 1987 a/	13.8 <sup>b</sup> =====	17.0 <sup>c</sup> =====	- =====	3.2 <sup>d</sup> =====

- a/ Les contributions en espèces au titre de la Réserve alimentaire internationale d'urgence constituent un engagement en faveur du Programme jusqu'à ce qu'elles soient effectivement dépensées et comptabilisées alors comme recettes. A la fin de l'exercice, tout solde non dépensé est remboursable au donateur.
- b/ Etat I.
- c/ Liquidités pour l'achat de produits.
- d/ Montant représentant la partie non allouée des liquidités reçues pour les achats de produits et pour les frais de transport; l'ajustement se fait à la clôture des comptes des projets.

TABLEAU 5

SITUATION DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 1987

PAYS PROJETS EN DEVELOPPEMENT	AFFECTATIONS DE CREDITS APPROUVEES		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU	
	AU 31 DEC. 1987	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AFGHANISTAN	57 856 356	49 139 731	16 039	49 155 770	0 700 586	
ALGERIE	104 549 375	102 999 650	761 666	101 761 324	700 051	
ANGOLA	81 418 334	31 956 475	14 796 285	46 752 760	34 665 574	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	814 307	552 885	157 051	709 938	104 369	
BANGLADESH	630 007 989	343 776 642	93 300 651	437 077 293	192 930 694	
BARBADE	4 112 162	3 991 489	46 844	4 038 333	93 829	
BENIN	47 054 701	24 537 261	4 000 157	28 537 418	10 517 283	
BHOUTAN	28 949 483	12 605 647	7 408 981	20 014 628	0 934 855	
BOLIVIE	82 492 235	30 217 411	12 716 645	46 934 056	35 558 179	
BOTSWANA	140 348 660	96 142 887	17 689 799	113 832 686	34 515 974	
BRESIL	131 576 053	54 350 930	20 569 028	74 920 018	56 656 035	
BURKINA FASO	72 967 174	41 306 020	6 374 352	47 680 372	25 286 802	
BURUNDI	51 309 340	34 544 491	3 353 431	37 897 922	13 411 418	
CAMEROUN	42 229 368	17 735 058	5 311 064	23 046 122	19 103 246	
CAP-VERT	42 342 403	20 954 077	8 573 546	29 527 623	82 814 780	
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	31 156 752	12 859 665	2 960 035	15 819 700	15 337 052	
CHAD	63 089 620	39 151 114	0 897 407	40 050 521	15 039 099	
CHILI	5 542 473	5 542 473	-	5 542 473	-	
CHINE	508 616 205	196 161 619	170 986 323	167 147 942	141 408 263	
COLOMBIE	95 695 342	74 978 295	2 499 538	77 477 833	18 217 509	
COMORES	21 662 291	40 471 829	4 939 182	15 411 011	6 251 280	
CONGO	80 801 741	24 736 491	1 444 161	26 180 652	4 121 089	
COSTA RICA	9 940 860	4 939 626	2 681 785	7 621 411	2 319 457	
COTE D'IVOIRE	21 177 111	13 601 716	492 297	14 094 033	7 283 298	
CUBA	110 304 190	75 610 034	23 742 812	99 352 846	10 951 352	
CHYPRE	43 756 975	41 247 732	2 105 990	43 353 692	403 283	
KARICHEA DEMOCRATIQUE	0 910	9 910	-	9 910	-	
DJIBOUTI	12 094 960	0 733 416	2 066 293	10 799 709	1 295 251	
DOMINIQUE	58 644	58 644	-	58 644	-	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	3 427 752	937 491	642 405	1 629 896	1 797 866	
EQUATEUR	54 302 267	22 191 488	5 201 601	27 393 089	26 909 178	
Egypte	508 230 950	436 178 417	22 852 897	459 031 314	49 199 536	
EL SALVADOR	66 094 211	25 034 132	12 064 708	37 098 840	20 995 421	
CHINE EQUATORIALE	22 363 803	11 502 337	141 398-	11 160 939	11 202 864	
ETHIOPIE	203 202 713	166 020 240	20 304 940	186 325 180	96 877 533	
FIDJI	2 301 026	2 395 217	94 191-	2 301 026	-	
GABON	1 474 074	1 474 074	-	1 474 074	-	
GAMBIE	11 571 925	17 417 314	7 557 080	24 974 122	6 597 803	
GHANA	128 141 825	45 091 779	38 376 931	76 468 710	51 673 815	
GRECE	43 919	43 919	-	43 919	-	
GRENADE	1 557 680	-	-	-	1 557 680	

PAYS	AFFECTATIONS DE CREDITS		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CUMULEES AU		CREDITS	
	AU 31 DEC. 1987	31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987	NON ENGAGES AU 31 DECEMBRE 1987	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
GUATEMALA	97 110 111	21 273 910	17 320 811	38 594 741	50 523 372			
GUINEE	20 486 303	13 246 096	3 385 596	16 671 692	3 814 611			
GUINEE-BISSAU	26 206 060	14 117 482	4 180 542	18 447 974	7 750 086			
GUYANA	4 817 126	2 519 036	100 208	2 619 244	2 197 082			
HAITI	46 877 289	26 913 619	5 163 787	32 097 426	14 779 863			
HONDURAS	45 111 894	23 161 719	6 718 372	29 880 111	15 231 783			
HONGRIE	1 549 613	1 549 613	-	1 549 613	-			
INDE	686 015 007	450 717 887	40 586 669	491 304 556	195 511 251			
INDONESIE	176 148 799	112 402 247	13 923 382	126 325 629	49 821 170			
IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'	2 454 003	2 454 003	-	2 454 003	-			
IRAQ	25 533 165	25 533 165	-	25 533 165	-			
JAMAIQUE	12 041 323	5 403 385	092 781	6 296 126	5 745 197			
JORDANIE	107 216 535	77 158 635	15 751 588	92 912 223	14 304 312			
KENYA	66 504 296	30 183 534	5 257 643	35 641 177	30 863 119			
KOREE, REPUBLIQUE DE	104 374 517	100 926 431	11 288-	100 915 143	3 459 374			
LAOS	8 620 132	6 784 627	474 881	7 259 108	1 361 024			
LIBAN	66 495 531	44 991 518	3 717 579	48 699 097	17 796 434			
LESOTHO	145 064 555	99 851 042	18 068 379	118 719 421	26 345 134			
LIBERIA	23 481 579	16 571 658	1 988 875	18 560 533	4 921 046			
MADAGASCAR	85 572 724	9 419 095	8 761 990	18 181 085	67 391 639			
MALAWI	36 508 368	24 906 799	2 640 195	27 546 994	9 041 374			
MALAISIE	2 437 108	2 437 108	-	2 437 108	-			
MALDIVES	1 876	1 876	-	1 876	-			
MALTE	111 535 628	67 052 342	22 548 020	89 601 162	23 934 466			
MALI	1 716 224	1 716 224	-	1 716 224	-			
MALTAISE	41 487 714	20 036 439	5 175 495	25 211 934	16 275 780			
MAURITANIE	42 680 144	30 969 633	1 584 831	32 554 464	10 125 680			
MAURICE	113 408 983	77 839 900	7 155 280	84 995 180	28 413 803			
MEXIQUE	197 635 581	101 790 319	33 310 366	135 100 705	62 534 876			
MAROC	132 143 665	57 995 014	11 555 803	69 550 817	62 592 040			
MOZAMBIQUE	84 411 806	50 156 595	11 756 907	61 913 502	22 498 304			
NEPAL	67 081 449	22 375 417	15 309 250	37 684 667	29 196 782			
NICARAGUA	67 650 802	36 507 223	9 581 066	46 088 289	21 562 513			
NIGER	24 404 901	24 404 901	-	24 404 901	-			
NIGERIA	207 695 054	178 150 916	8 684 670	186 835 586	60 860 260			
PAKISTAN	3 925 511	707 337	492 187	1 199 494	2 726 017			
PANAMA	18 163 631	12 322 924	3 733 999	16 056 823	2 106 808			
PARAGUAY	74 833 860	44 612 912	6 174 767	54 787 579	19 646 281			
PEROU	57 095 603	44 751 499	4 572 608	49 324 107	7 771 896			
PHILIPPINES	1 505 738	1 505 738	-	1 505 738	-			
PORTUGAL								

PROJETS DE DEVELOPPEMENT

## SITUATION DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 1987

TABLEAU 5

(suite)

C 89/7

PAYS	AFFECTATIONS DE CREDITS APPROUVEES		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU	
	AU 31 DEC. 1987	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
REGIONAL (ASIE/PACIFIQUE)	296 000	296 000	-	296 000	-	-
RWANDA	20 004 196	10 345 476	2 611 137	12 956 613	7 047 503	-
SAMOA	1 710 460	1 611 389	4 765-	1 628 624	89 836	-
SAO TOME-ET-PRINCIPE	22 927 922	6 577 939	3 632 869	10 210 808	12 717 114	-
SENEGAL	75 610 683	32 581 610	8 162 196	40 701 026	14 906 857	-
SEYHELLES	2 677 802	861 524	99 701	968 225	1 709 577	-
SIERRA LEONE	3 375 225	2 479 905	427 125	2 907 070	468 155	-
SINGAPOUR	657 312	657 312	-	657 312	-	-
ILES SALOMON	423 382	423 382	-	423 382	-	-
SOMALIE	162 198 179	119 388 235	13 830 119	133 178 354	29 019 825	-
SRI LANKA	86 930 836	59 283 593	4 746 029	64 029 612	22 901 224	-
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	1 840 622	1 152 628	230 949	1 581 577	257 045	-
SAINTE-LUCIE	3 980 367	2 011 354	620 214	2 631 568	1 328 799	-
SAINT-VINCENT-ET-GRENNADINES	1 523 152	251 965	419 114	672 079	851 073	-
SOUDAN	209 005 047	140 820 073	13 307 190	154 127 263	54 877 784	-
SURINAME	636 912	636 912	-	636 912	-	-
SWAZILAND	22 634 012	10 854 305	4 296 375	15 150 680	7 483 332	-
SYRIE	272 926 252	168 991 713	43 306 001	212 297 714	60 628 538	-
TAIWAN	19 865 661	19 865 661	-	19 865 661	-	-
TANZANIE	86 513 619	52 030 518	8 027 955	60 058 473	26 475 146	-
TOGO	29 391 403	19 205 134	3 201 386	22 406 570	6 984 833	-
TONGA	414 900	173 386	54 578-	118 808	96 092	-
TRINITE-ET-TOBAGO	121 227	121 227	-	121 227	-	-
TUNISIE	169 063 528	128 111 950	8 416 624	136 550 574	32 512 954	-
TURQUIE	89 256 526	79 609 403	1 397 033	81 006 436	8 250 090	-
UGANDA	103 108 707	41 923 945	18 963 827	60 892 772	42 215 935	-
URUGUAY	619 786	619 786	-	619 786	-	-
VENEZUELA	2 815 044	2 815 044	-	2 815 044	-	-
VIET NAM	179 441 170	132 742 734	25 174 984	157 917 688	21 523 482	-
REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN	79 563 603	39 360 610	11 519 435	50 880 045	28 681 558	-
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN	175 752 518	103 231 047	21 651 986	124 943 031	50 009 505	-
YOUGOSLAVIE	1 089 034	1 089 034	-	1 089 034	-	-
ZAIRE	12 200 561	6 897 877	51 481-	6 836 396	5 364 165	-
ZAMBIE	21 532 153	13 593 736	1 415 930	15 009 666	6 522 487	-
ASSURANCE	-	6 872 805	4 881 957	11 758 762	11 758 762	-
TOTAL PARTIEL	8 523 036 914	5 203 022 312	1 008 994 176	6 212 076 488	2 310 960 426	-

1 38 1

PAYS	AFFECTATIONS DE CREDITS APPROUVEES		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU	
	AU 31 DEC. 1987		CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	31 DECEMBRE 1987
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AFGHANISTAN	5 584 076		5 584 676	-	5 584 676	3 400
ALGERIE	0 253 907		4 184 332	20 863	4 205 195	48 212
ANGOLA	14 150 750		14 004 426	-	14 004 426	346 324
BANGLADESH	23 543 309		22 601 419	331 223	23 012 642	530 667
BENIN	538 254		537 760	20 806-	516 962	28 292
BOLIVIE	2 020 221		1 994 282	207 898-	1 786 384	233 837
BOTSWANA	3 972 342		1 727 972	122 172	1 850 144	122 198
BRESIL	1 038 570		1 038 570	-	1 038 570	-
BURKINA FASO	4 666 866		1 812 575	12 288-	3 800 287	866 579
BIRMANIE	1 904 744		1 776 945	-	1 776 945	127 799
BURUNDI	2 196 762		2 151 539	33 223	2 186 762	-
CAMEROUN	2 077 228		1 719 183	235 801	1 955 024	122 204
CAP-VERT	2 605 195		2 605 195	-	2 605 195	-
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	417 817		400 426	-	400 426	17 391
TCHAD	22 644 487		23 063 779	1 217 600-	21 846 179	798 308
CHILI	1 541 850		1 541 850	-	1 541 850	-
CHINE	996 420		996 420	-	996 420	-
COLOMBIE	945 172		830 632	1 948	832 580	112 592
COMORES	1 677 844		1 710 788	36 927-	1 671 861	3 983
CONGO	9 746		9 746	-	9 746	-
COSTA RICA	361 553		361 553	-	361 553	-
COTE D'IVOIRE	32 313		32 313	-	32 313	-
CUBA	1 692 199		1 692 399	-	1 692 399	-
CHYPRE	479 680		479 680	-	479 680	-
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	6 070		6 067	-	6 067	3
DJIBOUTI	1 631 232		1 473 747	157 017	1 630 764	2 468
REPUBLIQUE DOMINICAINE	5 203 742		5 203 702	39 839-	5 163 863	39 879
EQUATEUR	2 447 289		2 447 289	-	2 447 289	-
EGYPTE	1 177 089		1 177 089	-	1 177 089	-
EL SALVADOR	0 626 786		7 427 100	779 010	8 206 110	420 676
GUINEE EQUATORIALE	1 325 435		1 272 514	-	1 272 514	52 923
ETHIOPIE	37 146 388		24 415 259	10 902 533	15 317 790	1 028 598
FIDJI	781 894		359 261	3 633	362 894	419 000
GABON	209 083		209 083	-	209 083	-
GAMBIE	4 879 282		4 658 727	26 704	4 685 431	191 851
GHANA	4 808 999		4 687 422	14 793 -	4 672 629	136 370
GRECE	325 501		325 501	-	325 501	-
GUATEMALA	71 132		71 132	-	71 132	-
GUINEE	1 417 387		1 338 110	-	1 338 118	79 269
GUINEE-BISSAU	240 770		236 131	-	236 131	4 639
GUYANA	152 777		152 777	-	152 777	-

OPERATIONS D'URGENCE FINANCIERES  
PAR LES RESSOURCES GENERALES

PAYS	AFFECTATIONS		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS	
	DE CREDITS APPROUVEES AU 31 DEC. 1987	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU 31 DECEMBRE 1987	\$
HAITI	1 916 912	1 916 912	-	1 916 912	-	-
HONDURAS	3 103 909	2 292 880	94 322-	2 248 558	915 431	-
HONDRIC	1 040 997	1 040 997	-	1 040 997	-	-
INDE	37 095 015	31 017 710	50 117	31 067 827	6 027 188	-
INDONESIE	8 296 900	8 121 666	92 179-	8 029 487	267 813	-
IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'	2 450 451	276 786	2 181 407	2 458 273	178	-
IRAQ	2 297 515	2 297 515	-	2 297 515	-	-
JAMAIQUE	395 203	395 203	-	395 203	-	-
JORDANIE	9 913 915	9 715 592	1 049-	9 714 543	199 372	-
KENYA	8 678 862	4 622 888	3 609-	4 618 879	59 983	-
KORÉE, REPUBLIQUE DE	35 400	35 400	-	35 400	-	-
LAOS	7 215 507	7 143 507	16 000	7 179 507	36 000	-
LIBAN	21 144 049	17 323 141	2 931 461	20 254 602	889 447	-
LESOTHO	1 309 353	1 309 353	151 426-	1 157 927	151 426	-
MADAGASCAR	1 003 550	855 044	12 728-	842 716	160 834	-
MALAWI	898 518	66 038	832 500	898 538	-	-
MALAISIE	212 878	212 878	-	212 878	-	-
MALDIVES	495 000	305 199	-	305 199	189 801	-
MALI	6 102 272	6 090 036	117 417	7 007 453	1 294 819	-
MAURITANIE	17 672 401	17 132 921	89 832	17 222 753	849 728	-
MAURICE	342 630	342 630	-	342 630	-	-
MEXIQUE	2 172 104	939 162	496 157	1 335 319	836 785	-
MAROC	4 135 760	4 135 760	-	4 135 760	-	-
MOZAMBIQUE	27 376 196	23 778 010	1 428 698	25 206 708	2 169 488	-
NEPAL	10 646 227	9 908 297	275 000	10 183 297	462 930	-
NICARAGUA	9 953 894	8 266 743	286 058	8 552 801	1 401 093	-
NIGER	7 950 751	7 717 565	39 876	7 757 441	193 312	-
NIGERIA	2 898 471	2 393 471	-	2 898 471	-	-
PAKISTAN	86 970 800	53 555 433	20 895 751	74 451 184	12 519 624	-
PANAMA	984 900	971 631	-	971 631	13 269	-
PARAGUAY	31 614	31 614	-	31 614	-	-
PEROU	2 496 314	2 436 029	1 903	2 487 932	8 382	-
PHILIPPINES	5 353 712	4 336 076	4 807	4 890 883	462 829	-
PORTUGAL	4 759 471	4 753 471	-	4 759 471	-	-
REGIONAL (ASIE/PACIFIQUE)	4 046 000	4 846 088	-	4 846 088	-	-
ROUMANIE	5 691 099	5 591 899	-	5 691 899	-	-
RWANDA	3 945 491	1 530 574	90 026	3 605 600	264 893	-
SAMOA	567 567	567 567	-	567 567	-	-
SAO TOME-ET-PRINCE	171 600	154 667	95	154 752	16 848	-
SENEGAL	6 429 637	6 423 586	-	6 429 556	81	-
ILES SALOMON	24 371	-	19 937	19 937	4 434	-

OPERATIONS D'URGENCE FINANCEES  
PAR LES RESSOURCES GENERALES

PAYS	AFFECTATIONS DE CREDITS APPROUVEES		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS AFFECTES HAIS	
	AU 31 DEC. 1987		EN 1986-87		NON ENGAGES AU 31 DECEMBRE 1987	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
OPERATIONS D'URGENCE FINANCEES PAR LES RESSOURCES GENERALES						
SOMALIE	62 486 724	31 652 529	21 124 678	54 777 207	7 709 517	
SRI LANKA	13 947 052	8 051 964	3 758 692	12 610 656	1 306 396	
SOUDAN	31 560 366	15 067 706	9 083 222	24 150 928	7 809 430	
SURINAME	70 998	70 998	-	70 998	-	
SWAZILAND	1 421 760	1 421 760	-	1 421 760	-	
SYRIE	5 033 141	5 020 686	11 731	5 032 417	724	
TANZANIE	3 293 461	3 293 461	-	3 293 461	-	
THAILANDE	3 201 307	3 195 549	-	3 195 549	5 758	
TOGO	3 618 260	3 618 260	31 501-	3 586 759	31 501	
TONGA	109 050	111 676	21 826-	109 850	-	
TRINITE-ET-TOBAGO	482 105	482 105	-	482 105	-	
TUNISIE	3 453 028	3 453 028	-	3 453 028	-	
TURQUIE	4 864 696	4 864 696	-	4 864 696	-	
UGANDA	14 047 750	11 392 334	11 068	11 403 402	2 644 340	
URUGUAY	545 045	545 045	-	545 045	-	
VIET NAM	17 115 952	15 085 433	503 300-	14 982 133	2 133 019	
REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN	6 390 349	6 375 632	-	6 375 632	22 717	
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN	7 791 420	7 587 151	-	7 587 151	204 269	
YOUgoslavIE	233 049	233 049	-	233 049	-	
ZAIRE	7 113 677	5 241 091	-	5 210 567	1 895 110	
ZAMBIE	2 990 584	2 783 404	29 030-	2 751 570	237 014	
ZIMBABWE	1 895 203	394 646	1 151 774	1 546 420	348 703	
ASSURANCE	-	373 403	256 060	629 463	629 463	
TOTAL PARTIEL	680 039 982	545 767 952	75 324 051	621 092 003	58 947 979	
OPERATIONS D'URGENCE FINANCEES PAR LA RESERVE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE D'URGENCE						
AFGHANISTAN	2 021 044	7 021 044	-	2 021 044	-	
ALGERIE	6 909 275	3 052 415	2 362 592	6 215 007	694 260	
ANGOLA	9 024 317	6 017 515	1 562 099	0 379 614	1 444 703	
BANGLADESH	24 600 529	15 082 404	5 020 987	21 703 471	2 905 058	
BELIZE	116 586	116 586	-	116 586	-	
BENIN	1 563 216	892 563	500 908	1 393 551	169 685	
BOLIVIE	3 595 150	3 522 651	72 499	3 595 150	-	
BOTSWANA	5 023 676	2 064 037	554 713	2 618 750	2 404 926	
BRESIL	2 561 553	2 257 751	2 100 951	2 350 704	204 049	
BURKINA FASO	11 449 708	7 056 914	73 159	7 930 073	3 519 635	
BIRMANIE	3 090 410	3 959 134	-	3 059 184	31 734	

PAYS	AFFECTATIONS		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS	
	DE CREDITS APPROUVEES AU 31 DEC. 1987	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1985	EN 1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU 31 DECEMBRE 1987	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
BURUNDI	575 200	894 386	80 247	574 633	567	
CAMEROUN	950 567	558 708	352 139	910 847	47 720	
CAP-VERT	980 880	980 880	-	980 880	-	
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	226 300	207 429	-	207 429	18 871	
TCHAD	45 242 920	35 887 610	3 264 216	38 751 866	6 491 054	
CHINE	7 875 876	7 875 876	-	7 875 876	-	
COLOMBIE	704 900	382 650	115 744	450 394	246 506	
COMORES	306 946	306 946	-	306 946	-	
COSTA RICA	331 132	331 132	-	331 132	-	
CUBA	2 770 028	3 397 035	1 312 678	2 710 511	68 315	
KAFUICHEA DEMOCRATIQUE	118 226 202	115 786 024	1 107-	115 744 917	2 481 285	
DJIBOUTI	2 964 510	1 040 857	1 061 054	2 101 911	862 599	
EQUATEUR	1 944 800	1 866 016	243 849-	1 622 167	322 633	
EGYPTE	883 681	883 681	-	883 681	-	
EL SALVADOR	28 627 616	16 221 561	9 203 980	25 425 549	3 202 067	
ETHIOPIE	103 299 359	42 956 468	30 132 781	73 089 249	30 210 810	
FIDJI	691 472	681 398	-	681 398	74	
GAMBIE	5 740 967	5 513 055	28 044	5 541 099	199 868	
GHANA	14 646 488	14 645 950	223-	14 645 727	761	
GUATEMALA	5 573 213	1 770 364	2 690 533	4 460 897	1 112 316	
GUINEE	5 544 551	5 827 647	843	5 428 490	116 063	
GUINEE-BISSAU	3 337 303	3 292 051	10 684-	3 281 367	55 936	
HONDURAS	14 617 178	6 562 080	4 725 791	11 287 871	3 349 307	
INDE	4 049 873	3 942 729	-	3 942 729	107 184	
INDONESIE	7 491 399	6 412 894	105 750	6 790 644	692 755	
IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'	3 486 660	-	-	-	3 446 660	
JAMAIQUE	702 017	-	589 217	589 217	112 800	
JORDANIE	8 534 755	8 318 302	1 264	8 319 566	215 189	
KENYA	15 470 831	14 808 361	1 394-	14 806 967	663 864	
LAOS	8 227 840	1 274 271	-	1 274 271	6 953 577	
LIBAN	41 135 460	22 158 896	8 002 848	30 161 744	10 973 716	
LESOTHO	3 420 091	3 235 277	387-	3 284 890	135 201	
MADAGASCAR	4 439 500	4 311 971	-	4 311 971	127 529	
MALAWI	15 124 925	605 824	4 272 594	4 878 418	10 286 507	
MALI	19 564 534	17 354 124	41 075	17 895 199	1 669 335	
MALTAISE	20 551 061	19 559 221	216 430	18 775 659	1 775 402	
MAURICE	548 534	548 534	-	548 534	-	
MEXIQUE	6 604 432	2 062 256	2 695 079	4 757 335	1 847 097	
MAROC	7 974 402	7 952 910	2 357	7 855 287	119 115	
MOZAMBIQUE	39 647 877	14 036 955	8 610 445	22 647 300	17 000 577	
NEPAL	9 556 000	6 119 609	1 213 397	7 353 006	2 202 994	

OPERATIONS D'URGENCE FINANCEES PAR  
LA RESERVE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE D'URGENCE

## SITUATION DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 1987

PAYS	AFFECTATIONS DE CREDITS APPROUVEES		DEPENSES, Y COMPRIS ENGAGEMENTS NON LIQUIDES		CREDITS AFFECTES MAIS NON ENGAGES AU	
	AU 31 DEC. 1987		EN		31 DECEMBRE 1987	
	\$	\$	1986-87	CUMULEES AU 31 DECEMBRE 1987	\$	\$
OPERATIONS D'URGENCE FINANCEES PAR LA RESERVE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE D'URGENCE						
NOUVELLES HEBRIDES	430 100	-	430 232	430 232	68	
NICARAGUA	9 703 512	2 712 129	2 134 050	4 866 179	4 837 353	
NIGER	13 042 716	10 189 797	1 227 861	11 417 658	2 425 050	
PAKISTAN	452 674 710	320 492 929	101 279 885	421 772 814	30 901 904	
PEROU	593 900	593 721	-	593 721	179	
PHILIPPINES	3 078 990	1 994 201	1 279 617	1 273 818	605 172	
PORTUGAL	960 945	960 945	-	960 945	-	
ROUMANIE	1 110 087	1 110 087	-	1 110 087	-	
RWANDA	8 917 095	7 030 319	662 946	7 693 285	1 243 010	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	607 241	606 721	452	607 173	68	
SENEGAL	15 010 005	11 685 121	479 474	14 164 595	866 210	
SIERRA LEONE	2 405 520	2 312 375	21 612	2 333 987	151 533	
SINGAPOUR a/			608 445	608 445	608 445	
ILES SALOMON	661 010	-	643 737	643 737	18 093	
SONALIE	139 045 023	73 972 509	40 257 205	114 229 794	24 015 229	
SRI-LANKA	14 992 460	7 091 079	5 479 227	12 570 306	2 422 154	
SOUDAN	68 251 428	31 316 002	21 070 191	52 386 191	15 065 235	
SWAZILAND	1 371 075	1 023 713	308 421	1 332 134	39 701	
SYRIE	1 756 341	1 702 248	7 060	1 709 308	47 033	
TANZANIE	7 579 081	5 391 563	764 667	6 156 230	1 422 851	
THAÏLANDE	2 248 100	2 207 980	-	2 207 980	40 112	
TOGO	1 887 643	1 169 709	100	1 169 809	17 754	
TONGA	364 224	364 224	-	364 224	-	
TUNISIE	8 019 908	7 023 562	1 792 662	8 816 224	3 764	
OUGANDA	25 278 476	13 429 044	4 477 592	17 906 636	7 371 000	
VIET NAM	48 118 256	45 089 856	2 056 611	47 546 487	571 769	
REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN	1 293 030	1 293 021	-	1 293 021	9	
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN	7 145 244	7 117 206	-	7 117 206	28 030	
YOUgoslavIE	68 126	68 126	-	68 126	-	
ZAIRE	6 634 224	4 566 555	969 750	5 536 313	1 097 911	
ZAMBIE	7 960 639	3 038 736	2 062 058	5 901 594	2 059 005	
ZIMBABWE	17 024 967	9 003 522	2 047 932	11 051 454	5 973 513	
TOTAL PARTIEL	1 525 291 066	1 021 492 112	203 051 501	1 304 543 693	220 747 373	
TOTAL GENERAL	10 720 367 962	6 770 342 376	1 367 369 808	8 137 712 184	2 590 655 778	
DEPENSES ADMINISTRATIVES DE TERRAIN			53 323 598			
DEPENSES TOTALES AFFEREES AUX PROJETS			1 420 693 406			

a/ Moyens d'entreposage

b/ Etat II

TABLEAU 6

DEPENSES DE CONSULTATION TECHNIQUE, D'ADMINISTRATION ET DE SOUTIEN  
RECAPITULATION DES OUVERTURES DE CREDIT ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE 1986-87

Titre	Budget 1986-87 approuvé par le CPA à sa 20ème session et modifié par des virements	Dépenses, y compris engagements non liquidés au 31 décembre 1987	Sous-utilisation a/ ou dépassement des crédits au 31 décembre 1987
	\$	\$	\$
<u>Chapitre I - SECRETARIAT DU PAM</u>			
<u>1. Personnel</u>			
i) Postes ouverts	26 174 300 b	25 912 950	261 350
ii) Experts-conseils	1 350 000	1 352 144	2 144-
<u>2. Voyages</u>			
i) Personnel	2 045 000	2 105 155	60 155-
ii) Experts-conseils	102 300	101 929	371
<u>3. Réunions</u>			
	1 300 000	1 421 076	121 076-
<u>4. Contributions à d'autres organismes des Nations Unies</u>			
	229 000	229 000	-
<u>5. Frais de représentation</u>			
	20 000	22 269	2 269-
<u>6. Communications</u>			
	950 900	1 857 334	906 434-
<u>7. Information et publications</u>			
	479 700 c	485 004	5 304-
<u>8. Formation</u>			
	508 000	444 330	63 670
<u>9. SIP</u>			
	2 920 000	3 446 970	526 970-
<u>10. Autres dépenses</u>			
	10 000	269 252	259 252-
	<u>36 089 200</u>	<u>37 647 413</u>	<u>1 558 213-</u>
<u>Chapitre II - SERVICES FOURNIS PAR LA FAO</u>			
(Voir Tableau 6.1)	15 255 200 d	14 226 787	1 028 413
<u>CHAPITRE III - SERVICES FOURNIS PAR L'ONU ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES</u>			
Organisation des Nations Unies	1 412 600 e	1 418 101	5 501-
Organisation mondiale de la santé	579 000	467 502	111 498
Bureau international du travail	835 000	680 254	154 746
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	457 000	448 038	8 962
	<u>3 283 600</u>	<u>3 013 895</u>	<u>269 705</u>
<u>Chapitre IV - IMPREVUS (MONTANT NON ALLOUE)</u>			
	400 000	-	400 000
TOTAL	55 028 000 =====	54 888 095 f =====	139 905 =====

a/ Le signe - indique un dépassement des dépenses. Voir document du Comité financier FC 62/15 - Rapport sur l'exécution du budget 1986-87.

b/ Dont 151 300 dollars virés du Chapitre III, à dater du 1er août 1987.

c/ Dont 90 800 dollars virés du Chapitre II, à dater du 1er janvier 1986 (voir Tableau 6.1).

d/ Déduction faite de 90 800 dollars virés au Chapitre I.

e/ Déduction faite de 151 300 dollars virés au Chapitre I.

f/ Etat II

TABLEAU 6.1

## COUT DES SERVICES DE CONSULTATION TECHNIQUE, D'ADMINISTRATION ET DE SOUTIEN

## FOURNIS PAR L'ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

## RECAPITULATION DES OUVERTURES DE CREDIT ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE 1986-87

Titre	Budget 1986-87 approuvé par le CPA à sa 20ème session et modifié par des virements	Dépenses, y compris les engagements non liquidés au 31 décembre 1987	Sous-utilisation ou dépassement de crédits au 31 décembre 1987 <sup>a/</sup>
	\$	\$	\$
<u>1. Appui technique</u>			
Division de la production et de la santé animales	280 100	269 857	10 243
Division des services agricoles	383 600	311 947	71 653
Division de la mise en valeur des terres et des eaux	469 800	395 811	73 989
Division de la production végétale et de la protection des plantes	323 200	253 038	70 162
Division des produits et du commerce international	185 300	181 746	3 554
Division des politiques alimentaires et de la nutrition	599 100	532 453	66 647
Division des ressources humaines, des institutions et de la réforme agraire	293 000	262 325	30 675
Département des pêches	245 700	138 976	106 724
Département des forêts	646 500	585 625	60 875
Division du développement des programmes de terrain	<u>1 538 900</u>	<u>1 364 137</u>	<u>174 763</u>
	<u>4 965 200</u>	<u>4 295 915</u>	<u>669 285</u>
<u>2. Services de consultation juridique</u>	45 800	42 977	2 823
<u>3. Services budgétaires</u>	48 500	45 484	3 016
<u>4. Vérification intérieure des comptes</u>	196 800	182 215	14 585
<u>5. Information et publications</u>	371 000	357 764	13 236
<u>6. Documents</u>	2 463 000	2 887 923	424 923-
<u>7. Activités de personnel</u>	1 095 600	1 042 714	52 886
<u>8. Services financiers</u>	726 200	686 949	39 251
<u>9. Services informatiques</u>	171 800	424 064	252 264-
<u>10. Entretien et dépenses générales de fonctionnement</u>			
Services administratifs	1 461 300	1 154 462	306 838
Charges communes	<u>3 476 500</u>	<u>2 683 108</u> <sup>c</sup>	<u>793 392</u>
	<u>4 937 800</u>	<u>3 837 570</u>	1 100 230
<u>11. Vérification extérieure des comptes</u>	<u>233 700</u>	<u>423 212</u>	<u>189 512-</u>
TOTAL	<u>15 255 200</u> =====	<u>14 226 787</u> <sup>d</sup> =====	<u>1 028 413</u> =====

a/ Le signe - indique un dépassement de crédits. Voir document du Comité financier FC 62/15 - Rapport sur l'exécution du budget 1986-87.

b/ Déduction faite de 90 800 dollars virés au Chapitre I (voir Tableau 6).

c/ La contribution spéciale de 1 440 160 dollars accordée par le Gouvernement italien pour le loyer a été déduite des dépenses.

d/ Le remboursement au Programme ordinaire de la FAO (Tableau 3.4 du volume I (C 89/5)) s'est monté à 15 327 389 dollars et englobait des pertes de change de 1 100 602 dollars.

TABLEAU 7

## RESUME DES TRANSACTIONS - FONDS FIDUCIAIRES SUBSIDIAIRES POUR L'EXERCICE 1986-87

DONATEUR	BENEFICIAIRE	Solde en	Montant	Dépenses	Solde en	Engagements	Solde non
		espèces au 1er janvier 1986	reçu/ trans- féré		espèces au 31 décembre 1987	non liquidés au 31 décembre 1987	engagé au 31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>ARTICLES NON ALIMENTAIRES</b>							
Argentine							
	Togo	-	180 000	-	180 000	179 154	846
Australie							
	Bangladesh	-	150 000	114 501	35 499	-	35 499
	Chine	9 734	-	-	9 734	9 734	-
	Ethiopie	250 000	250 000-	-	-	-	-
	Kenya	13 329	-	8 415	5 514	1 666	3 848
	Népal	3 185	325 000	63 170	265 015	-	265 015
	Pakistan	583	-	-	583	-	583
	Sri Lanka	1 411	-	-	1 411	-	1 411
	Ouganda	12 865	-	5 819	7 046	3 900	3 146
	Viet Nam	-	150 000	73 340	76 660	-	76 660
	Général	274 685	225 000-	-	49 685	-	49 685
Belgique							
	Burkina Faso	44 809	-	43 786	1 023	-	1 023
	Niger	94 879	-	-	94 879	92 447	2 432
Canada							
	Bolivie	179 746	-	30 618	149 128	53 025	96 103
	Cap-Vert	-	25	25	-	-	-
	Lesotho	-	655	655	-	-	-
	Général	222 191	151 804	-	373 995	-	373 995
Danemark							
	Cap-Vert	1 677	542	2 219	-	-	-
Finlande							
	Mozambique	-	41 333	-	41 333	-	41 333
	Général	95	-	-	95	-	95
France							
	Tchad	2 949	-	-	2 949	-	2 949
	Viet Nam	27 744	-	20 514	7 230	-	7 230
	Général	53	850 000	-	850 053	-	850 053
Allemagne, République fédérale d'							
	Haïti	1 139	-	-	1 139	-	1 139
	Soudan	199 816	-	3 170	196 646	-	196 646
	Général	328	-	-	328	-	328
Grèce							
	Sénégal	10 559	-	266	10 293	10 293	-
Irlande							
	Libéria	4 479	-	4 479	-	-	-
Italie							
	Burkina Faso	3 309	-	-	3 309	-	3 309
	Cameroun	-	70 000	-	70 000	-	70 000
	Cap-Vert	-	90 000	-	90 000	-	90 000
	République centrafricaine	-	20 000	-	20 000	-	20 000
	Comores	-	150 000	-	150 000	-	150 000
	Guinée équatoriale	-	40 000	-	40 000	-	40 000
	Ethiopie	270 000	200 000	249 889	220 111	26 771	193 340
	Haïti	-	80 000	45 382	34 618	1 943	32 675
	Madagascar	-	84 344	84 344	-	-	-
	Mozambique	-	570 000	110 000	460 000	92 358	367 642
	Pérou	6 911	-	6 911	-	-	-
	Somalie	12 359	130 000	133 857	8 502	4 184	4 318
	Swaziland	-	80 000	-	80 000	-	80 000
	Tanzanie	-	100 000	-	100 000	-	100 000
	Ouganda	11 064	180 000	145 321	45 743	29 860	15 883
	Zambie	256 326	164 015	275 681	145 260	145 260	-
	Général	-	1 026 226	-	1 026 226	-	1 026 226
Japon							
	Burundi	-	50 000	34 360	15 640	1 840	13 800
	Gambie	-	50 513	50 513	-	-	-

TABLEAU 7  
(suite)

DONATEUR	BENEFICIAIRE	Solde en	Montant	Dépenses	Solde en	Engagements	Solde non
		espèces au 1er janvier 1986	reçu/ trans- féré		espèces au 31 décembre 1987	non liquidés au 31 décembre 1987	engagé au 31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<u>ARTICLES NON ALIMENTAIRES</u>							
Japon (suite)							
	Guinée	-	113 178	113 178	-	-	-
	Mali	-	43 996	43 996	-	-	-
	Niger	-	66 129	50 022	16 107	16 107	-
	Sénégal	-	44 027	44 027	-	-	-
	Sierra Leone	-	26 927	-	26 927	26 927	-
	Tanzanie	-	67 451	67 451	-	-	-
	Général	-	17 779	-	17 779	-	17 779
Pays-Bas							
	Bénin	-	368 246	59 780	308 466	308 466	-
	Bolivie	-	200 000	-	200 000	-	200 000
	Botswana	-	75 000	27 676	47 324	5 836	41 488
	Burundi	-	10 000	-	10 000	-	10 000
	Cap-Vert	143 963	520 000	229 567	434 396	190 632	243 764
	Côte d'Ivoire	-	70 000	-	70 000	-	70 000
	Ethiopie	-	1 203 209	-	1 203 209	-	1 203 209
	Gambie	-	420 000	121 100	298 900	42 704	256 196
	Guatemala	-	130 000	-	130 000	-	130 000
	Guinée-Bissau	3 779	-	-	3 779	-	3 779
	Honduras	620	-	-	620	-	620
	Malawi	-	129 325	-	129 325	129 325	-
	Mauritanie	2 942	-	-	2 942	759	2 183
	Mozambique	-	50 000	-	50 000	-	50 000
	Nicaragua	33 200	125 589	61 600-	220 389	94 800	125 589
	Niger	3 464	-	-	3 464	-	3 464
	Pakistan	-	1 168 686	-	1 168 686	536 000	632 686
	Sénégal	-	87 500	29 135	58 365	-	58 365
	Soudan	42 429	157 087	85 726	113 790	12 202	101 588
	Tanzanie	-	240 000	-	240 000	-	240 000
	Ouganda	576 478	-	380 363	196 115	35 575	160 540
	Général	14 806	850 846	2 086	863 566	-	863 566
Nouvelle-Zélande							
	Mozambique	-	119 761	55 000	64 761	11 397	53 364
	Samoa	223	161-	-	62	-	62
	Général	2 774	-	-	2 774	-	2 774
Norvège							
	Bolivie	31 000	8 582	39 582	-	-	-
	Mali	12 489	11 758-	-	731	-	731
	Mauritanie	48 760	-	45 823	2 937	-	2 937
	Mozambique	6 980	-	-	6 980	-	6 980
	Sénégal	1 517	-	-	1 517	-	1 517
	Somalie	6 095	-	-	6 095	-	6 095
	Tanzanie	7 120	-	2 217	4 903	-	4 903
	Ouganda	18 393	11 758	20 926	9 225	9 225	-
	Général	9 455	8 582-	-	873	-	873
Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM)							
	Mozambique	1 023	-	-	1 023	-	1 023
Suède							
	Burkina Faso	30 666	15 240	-	45 906	20 000	25 906
	République centrafricaine	265 884	-	61 664	204 220	130 125	74 095
	Tchad	14 264	1 851-	-	12 413	9 735	2 678
	Mali	18 752	-	16 705	2 047	641	1 406
	Mauritanie	63 548	4 760	66 622	1 686	1 686	-
	Mozambique	-	234 500	-	234 500	195 000	39 500
	Niger	-	362 472	90 595	271 877	239 271	32 606
	Sénégal	241 474	1 851	237 120	6 205	6 205	-
	Somalie	74 468	-	69 150	5 318	4 370	948
	Tanzanie	53	-	-	53	-	53
	Viet Nam	-	260 000	-	260 000	167 735	92 265
	Général	302	-	-	302	-	302
Suisse							
	Angola	-	50 000	8 752	41 248	-	41 248
	Bhoutan	80 000	-	80 000	-	-	-
	Burkina Faso	15 800	1 726	17 526	-	-	-
	Burundi	10 000	-	10 000	-	-	-
	Cap-Vert	4 301	-	4 265	36	-	36
	Tchad	3 361	3 361-	-	-	-	-
	Comores.	-	60 000	216	59 784	-	59 784
	Djibouti	11 923	81-	11 466	376	-	376
	Gambie	9 252	148	6 373	3 027	3 027	-

TABLEAU 7  
(suite)

DONATEUR	BENEFICIAIRE	Solde en	Montant	Dépenses	Solde en	Engagements	Solde non
		espèces au	reçu/ trans- féré		espèces au	non liquidés au	engagé au
		1er janvier 1986			31 décembre 1987	31 décembre 1987	31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>ARTICLES NON ALIMENTAIRES</b>							
<b>Suisse (suite)</b>							
	Guatemala	62	62-	-	-	-	-
	Guyana	10 628	7 287-	1 944	1 497	1 497	-
	Jamaïque	3 921	3 921-	-	-	-	-
	Laos	37 800	81	37 881	-	-	-
	Lesotho	70 706	3 985	74 691	-	-	-
	Malawi	1 491	1 491-	-	-	-	-
	Mozambique	-	230 000	-	230 000	110 971	119 029
	Népal	1 371	575	1 946	-	-	-
	Pérou	20 000	1 333	21 333	-	-	-
	Sénégal	-	20 000	13 341	6 659	-	6 659
	Sri Lanka	-	69 941	69 941	-	-	-
	St-Vincent-et-Grenadines	1 511	1 186-	-	325	-	325
	Tanzanie	50 000	14 354	64 354	-	-	-
	Yémen, Rép. arabe du	3 000	1 186	4 186	-	-	-
	Yémen, Rép. dém. pop. du	10 000	431-	9 569	-	-	-
	Zambie	22 000	-	22 000	-	-	-
	Général	1 905	507-	-	1 398	-	1 398
<b>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</b>							
	Botswana	20 837	-	14 010	6 827	-	6 827
	Burkina Faso	-	24 670	24 670	-	-	-
	Burundi	204	-	-	204	-	204
	Cap-Vert	13 514	995	10 412	4 097	4 097	-
	Mauritanie	25 000	29 064	29 064	25 000	23 919	1 181
	Niger	25 000	1 434	25 962	472	-	-
	Sénégal	15 000	-	14 952	48	-	48
	Général	62 941	23 219	-	86 160	-	86 160
<b>Bureau des opérations d'urgence en Afrique (ONU/BOUA)</b>							
	Ethiopie	-	163 150	163 150	-	-	-
	Mali	-	236 850	130 772	106 078	-	106 078
	Soudan	-	100 000	63 643	36 357	-	36 357
<b>Programme alimentaire mondial a/</b>							
	Angola	102 025	701-	90 690	10 634	4 025	6 609
	Antigua-et-Barbuda	-	15 000	9 299	5 701	-	5 701
	Bangladesh	15 749	92 405	72 995	35 159	1 946	33 213
	Bénin	3 283	71 000	72 958	1 325	-	1 325
	Bhoutan	23 288	55 787	64 611	14 464	-	14 464
	Bolivie	1 170	11 692	1 299	11 563	671	10 892
	Botswana	80 050	55 000	66 926	68 124	10 000	58 124
	Burkina Faso	92 503	72 000	86 449	78 054	26 000	52 054
	Burundi	113 688	10 000	95 507	28 181	27 361	820
	Cap-Vert	-	22 800	275	22 525	2 525	20 000
	République centrafricaine	2 500	25 000	-	27 500	-	27 500
	Tchad	-	25 000	-	25 000	24 587	413
	Chine	81 914	2 701	54 404	30 211	30 211	-
	Colombie	15 294	-	11 586	3 708	-	3 708
	Comores	35 000	8 000	33 532	9 468	9 468	-
	Djibouti	25 000	210	24 960	250	250	-
	El Salvador	93 800	52 798	137 672	8 926	8 372	554
	Guinée équatoriale	30 000	27 000-	-	3 000	3 000	-
	Ethiopie	180 000	224 500	279 151	125 349	4 877	120 472
	Gambie	-	1 500	756	744	744	-
	Ghana	-	36 000	23 686	12 314	6 000	6 314
	Guinée	-	37 000	-	37 000	3 000	34 000
	Guinée-Bissau	88 993	-	71 955	17 039	3 708	13 330
	Haïti	92 545	23 797	116 342	-	-	-
	Honduras	-	64 000	52 995	11 005	544	10 461
	Indonésie	-	3 000	-	3 000	3 000	-
	Kenya	4 000	-	-	4 000	-	4 000
	Lesotho	-	72 000	71 187	813	-	813
	Madagascar	203 306	44 000	171 673	75 633	75 344	289
	Mali	2 100	100 000	88 865	13 235	6 248	6 987
	Maroc	-	150 000	79 158	70 842	65 068	5 774
	Mozambique	15 000	410 000	119 065	305 935	43 130	262 805
	Népal	123 578	86 000	122 125	87 453	3 487	83 966
	Niger	1 000	4 000	3 857	1 143	978	165
	Pakistan	314	-	-	314	-	-
	Paraguay	2 700	-	-	2 700	-	2 700
	Pérou	-	4 000	-	4 000	4 000	-
	Philippines	3 525	3 275	2 882	3 919	3 919	-

TABLEAU 7  
(suite)

DONATEUR	BENEFICIAIRE	Solde en espèces au 1er janvier 1986	Montant reçu/ trans- féré	Dépenses	Solde en espèces au 31 décembre 1987	Engagements non liquidés au 31 décembre 1987	Solde non engagé au 31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<u>ARTICLES NON ALIMENTAIRES</u>							
Programme alimentaire mondial (suite)							
Régional (Afrique)		31 376	-	17 185	14 191	8 506	5 685
Sainte-Lucie		-	26 203	23 446	2 757	-	2 757
Sao-Tomé-et-Principe		520	-	-	520	-	520
Sénégal		8 000	4 000	4 000	8 000	5 738	2 262
Somalie		168 625	8 547	65 893	94 185	25 899	68 286
Saint-Vincent-et-Grenadines		-	42 100	23 942	18 158	-	18 158
Soudan		134 936	110 000	199 109	45 827	10 000	35 827
Syrie		-	10 000	1 538	8 462	-	-
Tanzanie		69 443	2 400	59 402	11 441	-	11 441
Viet Nam		-	221 900	147 635	74 265	74 265	-
Yémen, Rép. arabe du		-	10 000	-	10 000	-	-
Yémen, Rép. dém. pop. du		-	70 000	44 076	25 924	-	25 924
Zenchu, Japon		-	-	-	-	-	-
Cap-Vert		70 000	1 926	67 459	615	-	615
Ethiopie		-	68 988	27 138	41 850	41 850	-
Mauritanie		15 000	1 426	16 426	-	-	-
Niger		140 000	23 333	162 010	1 323	1 121	202
Sénégal		25 000	1 422	26 422	-	-	-
Tanzanie		50 000	22 926	27 074	-	-	-
Divers donateurs							
Bangladesh		-	5 255	5 255	-	-	-
Bhoutan		-	2 752	2 752	-	-	-
Cap-Vert		5 882	7 717	1 835	-	-	-
Ethiopie		-	10 237	312	9 925	9 925	-
Lesotho		7 500	13 693	7 500	13 693	-	13 693
Somalie		-	5 063	-	5 063	-	-
Sri Lanka		8 906	4 386	1 682	11 610	7 732	3 878
Yémen, Rép. arabe du		-	2 602	2 602	-	-	-
Général		9 482	6 071	-	3 411	-	3 411
Total partiel		6 301 870	14 998 725	7 299 348	14 001 247	3 572 065	10 429 182
<u>OPERATIONS SPECIALES</u>							
Australie							
Bangladesh		1 468	-	378	1 090	-	1 090
Ethiopie		9 704	13 000	3 296	-	-	-
Bangladesh							
Bangladesh		12 499	-	3 222	9 277	-	9 277
Canada							
Bangladesh		4 128	20 259	4 128	20 259	-	20 259
Pays-Bas							
Tchad		2 566	2 566	-	-	-	-
Mali		-	-	5 560	5 560	7 538	13 098
Mauritanie		118 780	-	90 491	28 289	-	28 289
Soudan		120 527	120 527	-	-	-	-
Ouganda		42 524	-	-	42 524	-	42 524
Norvège							
Mozambique		2 060	-	-	2 060	-	2 060
Suède							
Bangladesh		14 238	-	11 732	2 506	-	2 506
Suisse							
Nigéria		12 311	-	4 788	7 523	-	7 523
Banque mondiale							
Burkina Faso		20 764	-	20 764	-	-	-
Tchad		460 881	7 566	38 771	416 424	410 145	6 279
Lesotho		29 960	1 520	22 114	6 326	-	6 326
Mauritanie		47 674	227	47 901	-	-	-
Mozambique		-	40 692	40 692	-	-	-
Soudan		115 162	5 987	57 305	63 844	63 844	-
Tanzanie		99 470	-	99 470	-	-	-

TABLEAU 7  
(fin)

DONATEUR	BENEFICIAIRE	Solde en	Montant	Dépenses	Solde en	Engagements	Solde non
		espèces au	reçu/ trans- féré		espèces au	non liquidés au	engagé au
		1er janvier 1986			31 décembre 1987	31 décembre 1987	31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>OPERATIONS SPECIALES</b>							
Banque mondiale							
	Zambie	15 000	-	14 745	255	-	255
	Général	17 922	17 922-	-	-	-	-
Royaume-Uni							
	Bangladesh	21 636	-	8 009	13 627	-	13 627
Etats-Unis d'Amérique							
	Kampuchea démocratique	-	25 000	1 512	23 488	-	23 488
	Inde	-	112 054	85 039	27 015	18 198	8 817
	Pakistan	-	351 784	284 524	67 260	67 260	-
Programme alimentaire mondial c/							
	Bangladesh	19 744	-	8 715	11 029	-	11 029
	<b>Total partiel</b>	<b>1 156 222</b>	<b>423 914</b>	<b>844 900</b>	<b>735 236</b>	<b>566 985</b>	<b>168 251</b>
<b>SEMINAIRE PAM/BAD SUR L'AIDE ALIMENTAIRE</b>							
Banque africaine de développement			6 000	-	6 000	-	6 000
Australie			25 000	-	25 000	-	25 000
Canada			54 612	-	54 612	-	54 612
Pays-Bas			40 874	-	40 874	-	40 874
Programme alimentaire mondial			104 840	229 481	124 641-	-	124 641- d
	<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>231 326</b>	<b>229 481</b>	<b>1 845</b>	<b>-</b>	<b>1 845</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 458 092</b>	<b>15 653 965</b>	<b>8 373 729</b>	<b>14 738 328</b>	<b>4 139 050</b>	<b>10 599 278 e</b>
		=====	=====	=====	=====	=====	=====

a/ Allocation de ressources générales, autorisée par le CPA (WFP/CFA: 17/21, par. 83). La totalité du solde non engagé (environ 1 million de dollars) a été affectée à des projets.

b/ Il a été demandé au donateur de combler le déficit en utilisant le solde disponible de la mission en Mauritanie.

c/ Financé sur le budget administratif 1982-83 du PAM (Chapitre I).

d/ Couvert par les contributions des autres donateurs.

e/ Etat I.

TABLEAU 8

GRUPE D'INTERVENTION EN AFRIQUE  
ETAT RECAPITULATIF POUR L'EXERCICE 1986-87

Solde de trésorerie au 1er janvier 1986		\$ 8 498 289	
<u>RECETTES</u>			
	<u>Donateur</u>	<u>Recettes/ transferts</u>	
	Banque africaine de développement	2 399 985	
	Australie	42 748	
	France	4 390 881	
	Japon	20 000	
	Live Aid Foundation (Royaume-Uni)	1 300 000-	
	Pays-Bas	33 112	
	Suisse	40 398	
	Banque mondiale	205 968	
	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	394 221	
	Bureau des opérations d'urgence en Afrique (ONU/BOUA)	302 088	
	Etats-Unis d'Amérique	480 000	
	TOTAL	<u>7 009 401</u> a	
		=====	
	Total partiel		7 009 401 15 507 690
<u>DEPENSES ET ENGAGEMENTS NON LIQUIDES</u>			
	<u>Activité</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Engagements non liquidés au 31 décembre 1987</u>
		\$	\$
	Coordination générale	622 632	104 951
	Coordination/surveillance sur le terrain	2 391 760	146 867
	Opérations portuaires et côtières	171 049	108 023
	Opérations relatives au transport extérieur (jusqu'au premier point de livraison)	2 623 745	-
	Opérations relatives au transport et à la distribution intérieurs	4 328 332	2 106 700
	Stockage et conservation des vivres	978 991	183 435
	Opérations de nutrition et d'alimentation	20 711	-
	Apports pour remise en état	1 492 648	7 464
	Divers	95 757	-
	TOTAL	<u>12 723 625</u> a	<u>2 657 460</u>
		=====	=====
		12 723 625	
	Solde de trésorerie au 31 décembre 1987		2 784 065
	Moins: engagements non liquidés		<u>2 657 460</u>
	Solde non engagé au 31 décembre 1987		126 605
			=====

a/ Net des transferts à l'Opération spéciale d'urgence en Ethiopie (Tableau 10) apparaissant dans l'état relatif au Groupe d'intervention en Afrique en 1985.

b/ Etat I.

RESUME DES TRANSACTIONS - DONS BILATERAUX EN ESPECES  
EXERCICE 1986-87

Donateurs	Bénéficiaires	Solde au 1er	Montant reçu/	Dépenses	Solde au
		janvier 1986	transféré		31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$
Asahi, Japon	Tchad	2 641	1 911-	730	-
	Général	-	5 646	-	5 646
Australie	Bangladesh	4 037	173 095	39 737	138 195
	Ethiopie	302 870	1 337 946	1 262 096	378 720
	Liban	5 000	5 000-	-	-
	Mozambique	55 278-	322 207	118 213	148 716
	Népal	-	602 616	251 656	350 960
	Pakistan	-	74 082	73 277	805
	Somalie	5 079	4 573-	506	-
	Soudan	249 987	588 613	811 150	27 450
	Ouganda	5 690-	23 735	18 045	-
	Viet Nam	2 557	810-	1 747	-
	Général	406 429	40 629-	-	365 800
Autriche	Angola	-	714 000	487 085	226 915
	Cap-Vert	720 000	1 301 750	1 314 237	707 513
	Ethiopie	949 270	316 800	1 106 625	159 445
	Mauritanie	697 220	40 559	721 857	15 922
	Mozambique	846 910	295 826	774 348	368 388
	Nicaragua	-	660 000	642 344	17 656
	Somalie	-	316 800	302 094	14 706
	Soudan	836 910	238 744	996 033	79 621
	Tanzanie	5 000	3 494-	1 506	-
		Général	521 396	521 396-	-
Belgique	Botswana	-	2 000	2 000	-
	Comores	4 536	3 561-	975	-
	Mauritanie	-	16 834	16 834	-
	Mozambique	-	596 798	34 798	562 000
	Sao Tome-et-Principe	-	56 506	56 506	-
	Tanzanie	17 000	36 939	9 688	44 251
		Général	451 283	97 598-	-
Canada	Bangladesh	-	176 562	50 362	126 200
	Bolivie	538 935	-	387 580	151 355
	Botswana	7 255	40 218	32 436	15 037
	Tchad	3 404-	3 435	31	-
	Ethiopie	25 000	27 310	52 310	-
	Mauritanie	-	25 180	25 180	-
	Mozambique	-	793 199	388 897	404 302
	Pakistan	25 000	29 157	54 157	-
	Soudan	419 000	229 595	648 595	-
	Thaïlande	-	384 978	384 978	-
	Ouganda	7 652-	385	7 267-	-
	Zimbabwe	-	-	1 084-	1 084
		Général	46 405	46 405-	-
Banque canadienne de céréales alimentaires	Bangladesh	-	51 139	51 139	-
	Ethiopie	796 841	213 199-	583 842	-
	Inde	-	1 531	1 531	-
	Kenya	-	66 346	66 346	-
	Mozambique	10 000	25 054	24 569	10 485
	Soudan	126 328	9 508	132 605	3 221
	Zambie	4 200	137-	4 063	-
		Général	58 979-	84 812	-
Fonds commun du Kampuchea démocratique <sup>a/</sup>	Kampuchea démocratique	71 922	34 769	19 284	87 407
	Thaïlande	-	151 819	71 974	79 845
Danemark	Angola	-	518 940	518 940	-
	Kampuchea démocratique	4 144	-	4 144	-
	Ethiopie	-	1 637 738	888 832	748 906
	Lesotho	13 050	13 180-	130-	-
	Mozambique	15 826	1 819 000	1 834 826	-
	Soudan	7 300	3 703-	413	3 184
	Général	397 452	397 452-	-	-

TABLÉAU 9  
 (suite)

Donateurs	Bénéficiaires	Solde au 1er	Montant reçu/		Solde au
		Janvier 1986	transféré	Dépenses	31 Décembre 1987
		\$	\$	\$	\$
Communauté économique européenne	Bénin	-	112	112	-
	Tchad	624 788	5 109	624 788	5 109
	Kampuchea démocratique	711 317	186 717-	524 600	-
	Liban	-	1 365-	1 365-	-
	Soudan	-	696 290	601 810	94 480
	Tanzanie	-	1 359-	1 359-	-
	Thaïlande	-	2 805 005	2 669 845	135 160
	Viet Nam	9 060	9 142-	82-	-
	Général	47 887	69 580	-	117 467
Finlande	Kampuchea démocratique	14 443-	61 639	44 237	2 959
	Guinée	85	85-	-	-
	Guinée-Bissau	1 575	-	-	1 575
	Général	31 410	30 771-	-	639
France	Kampuchea démocratique	244 659-	393 446	143 190	5 597
	Ethiopie	-	186 573	13 920	172 653
	Mozambique	-	13 950	8 100	5 850
	Pakistan	147 180-	508 630	202 983	158 467
	Somalie	-	6 380	3 023	3 357
	Thaïlande	-	213 814	108 814	105 000
	Général	336 213	3 414 775	-	3 750 988
Allemagne, République fédérale d'	Bangladesh	-	131 200	103 400	27 800
	Botswana	-	511 560	45 943	465 617
	Cap-Vert	-	2 495 600	2 186 877	308 723
	Tchad	9 529	5 251	14 780	-
	Kampuchea démocratique	2 487	-	2 487	-
	Mozambique	59 752	2 219 826	1 264 734	1 014 844
	Népal	-	6 000	-	6 000
	Général	85 859	797 846	-	883 705
Inter Aid	Mozambique	-	22 600	-	22 600
Italie	Bangladesh	-	518 717	518 717	-
	Bolivie	-	71 742	71 742	-
	Burundi	50 873	-	36 357	14 516
	Cap-Vert	2 117-	2 138	21	-
	Tchad	733 908	401 697	1 116 834	18 771
	Chine	-	2 000	1 300	700
	Kampuchea démocratique	473	650-	177-	-
	Guinée-Bissau	-	6 863	6 863	-
	Lesotho	-	18-	18-	-
	Mali	171 220	188 381	351 580	8 021
	Mauritanie	74 760	-	3 705-	78 465
	Mozambique	-	225 460	225 460	-
	Nicaragua	-	822 000	563 289	258 711
	Niger	600 566	81 606	612 172	66 000
	Pakistan	2 500	4 836	4 112	3 224
	Rwanda	74 481	-	33 276	41 205
	Soudan	-	22 525	22 525	-
	Tanzanie	-	11 043-	11 043-	-
	Général	105 897-	3 662 457	-	3 556 560
	Japon	Burundi	232 621	44 476-	11 570-
Cameroun		122 761	122 761-	-	-
Tchad		800 515	9 283 325	6 040 839	4 043 001
Kampuchea démocratique		4 794 040	7 014 130	8 701 230	3 106 940
Ethiopie		3 776	116 965	-	120 741
Jordanie		-	1 000 000	932 985	67 015
Laos		7 198	7 198-	-	-
Nigéria		40 645	40 645-	-	-
Pakistan		96 716-	27 331 139	26 567 774	666 649
Somalie		1 372 770	83 832-	1 270 726	18 212
Soudan		1 074 527	2 277 150	2 445 598	906 079
Thaïlande		-	33 272 800	18 518 466	14 754 334
Ouganda		397 215	-	119-	397 334
Zaïre		316 044	141 316-	-	174 128
Général		-	1 632 532	-	1 632 532
Koweït		Tchad	4 268	5 965	103 807
	Sénégal	5 965	5 965-	-	-

TABLEAU 9  
(suite)

Donateurs	Bénéficiaires	Solde au	Montant reçu/	Dépenses	Solde au
		1er janvier 1986	transféré		31 décembre 1987
		\$	\$	\$	\$
Fédération mondiale luthérienne	Bangladesh Zimbabwe	33 237 -	33 237- 49 640	- -	- 49 640
Fonds commun du Mozambique	Mozambique	18 019-	-	18 019-	-
Pays-Bas	Bangladesh Botswana Tchad Kampuchea démocratique Ethiopie Ghana Mali Mauritanie Mozambique Pakistan Sénégal Zambie Général	- - 406 777 7 477 300 450 - 110 344 464 939 - - - - 696 965	34 750 677 035 24 706 8 277- 107 092- 25 245 764 181 25 829- 7 102 283 1 792 412 8 908 1 580 043 528 075-	34 750 - 431 483 800- 193 358 25 245 184 635 386 228 2 232 250 25 976 8 908 - -	- 677 035 - - - - 717 890 52 882 4 870 033 1 766 436 - - 1 580 043 168 890
Nouvelle-Zélande	Botswana Kampuchea démocratique Général	- 864 -	252 021 864- 325 521	2 494 - -	249 527 - 325 521
Norvège	Kampuchea démocratique Lesotho Soudan Thaïlande Général	32 192 144 470 - - 82 684	4 529- 12 495- 425 405 164 82 684-	51- 131 975 425 405 164 -	27 714 - - - -
Norwegian Church Aid	Soudan	-	43 530	-	43 530
Espagne	Bolivie	-	15 000	11 888	3 112
Suède	Bangladesh Kampuchea démocratique Viet Nam Général	- 178 179 - 161 962	2 774 6 930 565 995 64 196-	- 185 109 565 995 -	2 774 - - 97 766
Suisse	Kampuchea démocratique Ethiopie Madagascar Général	581- 1 470- - 4 400	1 154 1 490 635 322 95 395	573 20 - -	- - 635 322 99 795
Royaume-Uni	Bangladesh Ethiopie Gambie Ghana Mali Mozambique Sénégal Soudan Tanzanie Général	80- 1 694 441 1 426- 60 715 72 192 4 383 674 1 059- 51 358 - 128 481	111 200 1 181 974 1 426 59 112- 15 300 793 807 1 059 971 544 67 750- 2 694 926	111 120 2 453 871 - 1 603 87 492 3 020 123 - 841 093 67 750- -	- 422 544 - - - 2 147 358 - 181 809 - 2 823 407
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	Kampuchea démocratique Viet Nam Général	17 686- 1 979 4 500	- - 77 918	17 686- - -	- 1 979 82 418
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Tchad Ethiopie Guinée-Bissau Soudan	16 652 33 080 - -	35 129 424 8 140 28 287	53 091 35 158 21 187 21 899	1 310- b 1 654- b 13 047- b 6 388
Opérations d'urgence des Nations Unies (UNEO)	Bangladesh Général	2 927 4 909	1 252- 4 909-	4 443- -	6 118 -

TABLEAU 9  
(suite)

<u>Donateurs</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Solde au 1er janvier 1986</u>	<u>Montant reçu/ transféré</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Solde au 31 décembre 1987</u>
		\$	\$	\$	\$
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Kampuchea démocratique	479 914	-	335 142	144 772
	Malawi	-	26 662	-	26 662
	Soudan	-	985 246	951 086	34 160
	Thaïlande	-	1 441 229	1 387 471	53 758
	Général	79 408-	79 408	-	-
Fonds d'affectation des Nations Unies pour les opérations d'urgence au Kampuchea	Kampuchea démocratique	1 266 315	810 239-	456 076	-
	Thaïlande	-	3 856 239	3 367 219	489 020
Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)	Kampuchea démocratique	68 800	79 127	9 400	138 527
	Etats-Unis d'Amérique	3 914	1 547 695	1 334 695	216 914
	Botswana	-	547 985	547 985	-
	Tchad	-	281 197	107 864	-
	Kampuchea démocratique	173 333-	49 743	49 743	-
	Somalie	-	49 179	49 179	-
	Soudan	-	372 584	372 584	-
	Thaïlande	-	1 098 195	1 098 195	-
	Ouganda	229 586	477 397	-	706 983
Zenchu (Japon)	Mozambique	552 016	-	515 900	36 116
Divers donateurs	Botswana	138	-	-	138
	Ethiopie	572	552-	-	20
	Mozambique	746	-	-	746
	Ouganda	440	-	-	440
	TOTAL	31 993 083	143 703 446	113 873 221	61 823 308
		=====	=====	=====	=====

a/ Y compris indemnités (assurance) intéressant les expéditions pour les opérations de secours au Kampuchea.

b/ Le donateur a été prié de couvrir le dépassement des crédits.

c/ Etat I.

TABLEAU 10

OPERATIONS SPECIALES D'URGENCE EN AFRIQUE  
ETAT RECAPITULATIF POUR L'EXERCICE 1986-87 <sup>a/</sup>

	\$	\$	\$
I. <u>TCHAD</u>			
Solde au 1er janvier 1986		255 152	
<u>Recettes</u>			
World vision	102 898		
Mission française de coopération	2 863		
Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM)	<u>454-</u>	105 297	
Total partiel		360 449	
<u>Dépenses</u>			
Locaux	18 622		
Transport	297 617		
Matériel	<u>27 284</u>	343 523	
Solde au 31 décembre 1987			<u>16 926</u>
II. <u>ETHIOPIE</u> <sup>c/</sup>			
Solde au 1er janvier 1986		19 369	
<u>Recettes</u>			
Communauté économique européenne	1 144 062		
Allemagne, République fédérale d'	969 697		
Live Aid Foundation (Royaume-Uni)	4 054 076		
Suède	96 638		
Suisse	227 655		
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	675 411		
Bureau des opérations d'urgence en Afrique (ONU/BOUA)	2 400 000		
United Support of Artists for Africa (Etats-Unis)	133 795		
Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)	600 000		
Recettes d'exploitation	<u>20 296 268</u>	30 597 602	
Total partiel		30 616 971	
<u>Dépenses</u>			
Traitements et charges communes de personnel	7 609 931		
Voyages	628 991		
Services contractuels	240 391		
Dépenses générales d'exploitation	1 256 655		
Fournitures et accessoires	9 941 662		
Meubles et matériel	1 513 033		
Locaux, entrepôts	1 172 798		
Dons, contributions	<u>616 091</u>	22 979 552	
Solde au 31 décembre 1987			<u>7 637 419</u>

a/ Les engagements non liquidés sont compris dans les dépenses.

b/ Remboursement du solde non dépensé

c/ Y compris les recettes et dépenses figurant dans l'état récapitulatif pour le Groupe d'intervention en Afrique en 1985 (voir Tableau 8).

d/ Etat I.

TABLEAU 10  
(fin)

\$ \$ \$

III. SOUDAN

(A) PAM/UNEO

Solde au 1er janvier 1986

848 241

Recettes

Australie

Communauté économique européenne

Fondo Aiuti Italiano (FAI)

Italie

Espagne

Suède

World University Service of Canada (WUSC)

Recettes d'exploitation

2 555 949  
427 176  
1 556 771  
2 425 170  
82 377  
1 980 124  
254 662  
3 018 044

12 300 273

Total partiel

13 148 514

Dépenses

Traitements et charges communes de personnel

Voyages

Transport

Dépenses générales d'exploitation

Fournitures et accessoires

Meubles et matériel

Autres

1 806 277  
9 866  
5 394 252  
2 855 886  
1 856 468  
13 646  
204 061

12 140 456

Solde au 31 décembre 1987

1 008 058

(B) OPERATION RAINBOW

Recettes

Live Aid Foundation (Royaume-Uni)

Canada

Irlande

Pays-Bas

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

Agence des Etats-Unis pour le développement

international (USAID)

Gains de change

20 000  
250 000  
67 625  
199 985  
50 000  
184 091  
547 015

1 318 716

Dépenses

Traitements et charges communes de personnel

Voyages

Services contractuels

Dépenses générales d'exploitation

Fournitures et accessoires

6 574  
178  
1 116 067  
10 385  
1 421

1 134 625

Solde au 31 décembre 1987

184 091

IV. MOZAMBIQUE

Recettes

Suède

238 464

Dépenses

Traitements et charges communes de personnel

Voyages

109 129  
16 084

125 212

Solde au 31 décembre 1987

113 252

TOTAL GENERAL

8 959 746

=====

TABLEAU 11

PROGRAMME DES ADMINISTRATEURS AUXILIAIRES  
ETAT RECAPITULATIF POUR L'EXERCICE 1986-87

<u>Donateur</u>	<u>Reçu</u> \$	<u>Dépenses</u> \$	<u>Solde de</u> <u>trésorerie</u> <u>au 31 déc. 1987</u> \$	<u>Engagements</u> <u>non liquidés</u> <u>au 31 déc. 87</u> \$	<u>Solde non</u> <u>engagé au</u> <u>31 déc. 87</u> \$
Belgique	8 746	9 843	1 097-	-	1 097- <sup>a</sup>
Canada	345 168	265 257	79 911	9 168	70 743
Danemark	106 937	139 955	33 018-	6 272	39 290- <sup>a</sup>
Allemagne, Rép. féd. d'	462 434	206 114	256 320	2 680	253 640
Italie	1 003 726	93 177	910 549	13 281	897 268
Japon	201 048	189 790	11 258	5 240	6 018
Pays-Bas	132 069	97 282	34 787	890	33 897
Suède	77 721	47 055	30 666	454	30 212
<b>TOTAL</b>	<b>2 337 849</b> <sup>b</sup> =====	<b>1 048 473</b> <sup>b</sup> =====	<b>1 289 376</b> =====	<b>37 985</b> =====	<b>1 251 391</b> <sup>c</sup> =====

a/ Les donateurs ont été priés de couvrir le déficit.

b/ Comprend les transferts des transactions afférentes aux administrateurs auxiliaires qui relèvent directement du PAM, à partir des comptes des fonds fiduciaires pour les experts associés de la FAO.

c/ Etat I.

TABLEAU 12

ETAT DES AUTRES FONDS AU 31 DECEMBRE 1987

	Solde au 1er janvier 1986 \$	Montants passés par profits et pertes et demandes de remboursement \$	Recouvrements y compris estimations \$	Solde au 31 décembre 1987 \$
Fonds d'assurance:				
Période 1971-81	127 008-	322 217- <sup>a</sup>	509 989- <sup>b</sup>	314 780- <sup>c</sup>
Période 1984-85	-	2 859 038- <sup>d</sup>	1 567 706- <sup>d</sup>	1 291 332
TOTAL	127 008- =====	3 181 255- =====	2 077 695- =====	976 552 f =====

	Recettes en 1986-87 \$	Dépenses, y compris les engagements non liquidés au 31 décembre 1987 \$	Viré aux ressources générales \$	
Prélèvement au titre des frais de soutien:				
sur l'aide bilatérale	1 104 447	1 582 692	-	1 234 201
pour les opérations de secours au Kampuchea	748 017	4 087 522	-	131 915
sur la Convention relative à l'aide alimentaire	3 701 367	227 350	163 195	3 750 988
sur le Programme des administrateurs auxiliaires	-	110 569	-	105 787
TOTAL	5 553 831 =====	6 008 133 =====	163 195 =====	5 222 891 =====

a/ Réductions et annulations de demandes de remboursement des années précédentes.

b/ Solde créditeur dû au fait que les recouvrements effectifs en 1986-87 ont été inférieurs aux recouvrements estimatifs échus au 31 décembre 1985.

c/ Couvert par le solde positif du Fonds d'assurance pour 1984-85.

d/ Dédutions faites sur les créances venues à terme au 31 décembre 1987 pour tenir compte des demandes de remboursement effectives et des recouvrements prévus connexes; pour les périodes précédentes, les créances venues à terme étaient calculées sur la base d'estimations.

e/ Etat II.

f/ Etat I.